

Entretiens avec *La revue du Comptoir*, *Barré* et *Ecologie & Politique*

Deux jeunes revues parues en septembre 2016 nous ont donné l'occasion d'un échange sur la critique radicale du capitalisme technologique et la part que Pièces et main d'œuvre pouvait y prendre.

Le premier entretien, avec *La revue du Comptoir* ("Pour un socialisme vraiment populaire"), date déjà de septembre 2015, mais des difficultés pratiques et matérielles ont retardé la sortie du premier numéro de la revue. On n'a pas changé d'avis depuis.

Le deuxième, avec le magazine *Barré* ("contre-culture, déviances et autres initiatives") a eu lieu au printemps 2016, dans le brouhaha d'un restaurant à l'heure du coup de feu.

Enfin, la revue *Ecologie & Politique*, parue en novembre 2016 (n°53), publie un long entretien recueilli par courriel : « Une expérience de résistance à la tyrannie du capitalisme technologique ». C'est de cet entretien qu'est issu le texte *Machines arrière ! Des chances et des voies d'un soulèvement vital* (publié en Pièce détachée n°77)

On peut commander :

► **Barré Mag** (10 €), 2 rue Michel Rondet - 42 000 Saint-Etienne

Voir aussi : <http://barremag.info/>

► **La revue du Comptoir** (12 €) : 3 rue Girardot, 93170 Bagnolet (lareveducomptoir(at)gmail.com). Voir

aussi : <http://comptoir.org/>

► **Ecologie & Politique** (20 €), Editions Le bord de l'eau, 118 rue des Gravières - 33 310 Lormont.

(redaction(at)ecologie-et-politique.info). Voir aussi : www.ecologie-et-politique.info

Entretien avec *La revue du Comptoir*, n°1 septembre 2016

Se réclamant des luddites anglais du XIX^e siècle, ces ouvriers qui sabotaient leur travail en détruisant les métiers à tisser, les citoyens anonymes de l'atelier grenoblois Pièces et main d'œuvre (PMO) luttent depuis quinze ans contre l'emprise grandissante de la tyrannie technologique sous ses formes les plus diverses : téléphone portable, surveillance généralisée, puces RFID, nanotechnologies, biométrie, transhumanisme, manipulations génétiques, etc. Considérant la technologie comme la continuation de la guerre, c'est-à-dire de la politique, par d'autres moyens, ils ne cessent de produire des enquêtes critiques publiées aux éditions l'Echappée, et sur leur site, afin de combattre cette nouvelle industrie de la contrainte. Leur mot d'ordre ? « Brisons les machines ! »

Vous avez récemment manifesté au forum TransVision (un cycle de conférences consacré au transhumanisme qui se tenait à l'ESPCI ParisTech) en distribuant un tract – *l'Appel des chimpanzés du futur* – qui faisait écho à la déclaration d'un transhumaniste désormais célèbre, l'universitaire britannique Kevin Warwick, ayant déclaré qu'à l'avenir « ceux qui décideront de rester de [simples] humains et refuseront de s'améliorer, auront un sérieux handicap. Ils constitueront une sous-espèce et formeront les chimpanzés du futur ». Que voulait-il dire en parlant de « s'améliorer » ? Pourquoi refuser cette « amélioration » ? Quelle était la teneur de votre appel ?

Ça fait trois questions, et donc pardonnez-nous la longueur de la réponse.

Les transhumanistes sont les héritiers du courant eugéniste qui, dans les années 1930, prônait l'« amélioration » de l'espèce par la sélection biologique des individus. À l'instar du biologiste Julian Huxley (frère d'Aldous), inventeur du mot « transhumanisme ». Leur projet est identique : remplacer l'évolution naturelle par une mutation artificielle, dirigée. Dépasser les « voies anachroniques de la sélection naturelle », comme dit le généticien fondateur du Téléthon, Daniel Cohen, pour fabriquer en laboratoire l'espèce qui nous remplacera. Une espèce hybride, mi-organique, mi-cybernétique (*cyborg*), prétendument « augmentée » par l'incorporation de dispositifs technologiques. Les transhumanistes revendiquent le droit de façonner leur corps à leur guise, afin d'en améliorer les *performances* physiques, sensorielles, cognitives, émotionnelles, et, finalement, de tendre vers l'immortalité.

Les technologies convergentes – nanotechnologies, biotechnologies, informatique, sciences cognitives – produisent déjà des *pièces* de l'homme-machine : implants, prothèses, organes artificiels, interfaces électroniques. Le transhumanisme n'est plus seulement une idéologie, il est à la fois le produit du techno-capitalisme contemporain et un promoteur du progrès technologique. Aussi de gauche à droite, les progressistes applaudissent à ces *avancées de la science*, sources de croissance et de puissance.

Comme l'eugénisme biologique, l'eugénisme technologique sélectionne les individus : les « augmentés » et les diminués – la sous-espèce de Kevin Warwick : ceux qui ne pourront ou ne voudront devenir cyborgs. *De facto*, la fabrication de posthumains créera non pas une humanité à deux vitesses, mais deux espèces d'humanités. On sait ce qu'il advient des sous-hommes dans une société de surhommes, d'« Übermenschen ». Et des chimpanzés dans un monde anthropisé – chasseurs, agriculteurs, citadins.

Afin de « s'améliorer », les transhumanistes rejettent leur *histoire naturelle* pour devenir des *artefacts*, dépendants de leurs concepteurs, fabricants et vendeurs. Quitte à détruire l'universalité de la condition humaine au profit d'un chaos a-social où chacun s'auto-conçoit selon son désir, et où nul ne se reconnaît en personne.

Pour eux, l'humain est l'erreur, fragile, faillible, soumis au hasard de l'évolution. Leur toute-puissance doit élargir son emprise à leur espèce, leur volonté soumettre le processus évolutif pour lui substituer un *fonctionnement* machinique, optimisé et sous contrôle : totalitaire.

Ayant fait de cette planète un monde-machine, une cyber-sphère, les technocrates s'emploient à la peupler d'hommes-machines, suivant l'injonction du cybernéticien Norbert Wiener en 1945 : « *Nous avons modifié si radicalement notre milieu que nous devons nous modifier nous-mêmes pour vivre à l'échelle de ce nouvel environnement* ». Avant, espèrent-ils, d'aller coloniser d'autres planètes, selon la politique de la *Terre brûlée*.

L'Appel des Chimpanzés du futur évoque ce mouvement historique qui, depuis plus d'un siècle, a vu converger dans un même élan la technologie et le totalitarisme. Quels que soient les régimes, la technocratie fait de la puissance technoscientifique le moteur et le but du « progrès ». *Ce progrès* technologique est un *regrès* social et humain. Contre le transhumanisme, ce nazisme en milieu scientifique, nous devons, pour rester humains, penser et nommer les choses. Les idées ont des conséquences. Nous, animaux politiques, devons formuler les idées justes pour défendre notre humanité contre le machinisme des transhumanistes.

Cette convergence entre la technologie et le totalitarisme semble se répercuter sur l'affirmation de Jacques Ellul qui désignait la technique comme « l'enjeu du siècle ». Car si cette dernière n'est pas neutre – comme vous le répétez régulièrement, qu'elle façonne la société dans son ensemble et nos vies les plus intimes, on peut effectivement parler d'une idéologie de « l'innovation » numérique qui serait la prémisse (ou le terreau) d'un totalitarisme doux, agréable mais néanmoins infiniment pernicieux. Mais, outre la mutation artificielle de l'homme, le risque ne vient-il pas également de son environnement ? En somme, la menace d'un Big Brother actualisé n'est-il pas tout entier contenu dans le « concept » de *Smart City* (une « ville intelligente » et connectée enregistrant nos moindres faits et gestes : achats, flâneries, loisirs, transports, incivilités...) ?

L'artificialisation a d'abord envahi l'environnement – d'où le raisonnement de Wiener. La machine a vidé les campagnes de leurs paysans, puis les usines de leurs ouvriers et les services de leurs employés. Elle s'attaque désormais aux professions intellectuelles (enseignement, recherche, journalisme) et aux métiers de soins (médecine, aide aux personnes). La sphère de la production évince les humains, ne gardant que des auxiliaires des machines, intermédiaires entre elles, c'est-à-dire des rouages, des employés-robots. La numérisation des activités humaines génère un environnement-machine total, à commencer par la ville-machine. La dissémination de puces RFID (*radio frequency identification*), de capteurs, de caméras, de systèmes de paiement sans contact et de « billettique », dans les infrastructures et le mobilier (y compris les arbres) permet de suivre en direct le technoïde urbain. Pour *optimiser* cette traçabilité, il a suffi de greffer chacun d'une ou plusieurs prothèses qui communiquent moins avec d'autres humains qu'avec leur environnement numérique, machinique. Pour connaître l'état du trafic, on ne compte plus les véhicules sur l'autoroute, on détecte les *smartphones* en mouvement. Orange remplace « Bison futé » avec une plus-value : il ne sait pas combien d'automobilistes sont coincés dans le bouchon, mais *lesquels*. Rentrés chez eux, ceux-ci restent pistés *via* le compteur électrique Linky qui enregistre leur intimité selon l'usage des appareils électriques, et transmet leur consommation en temps réel par ondes radio. Ainsi de suite, nuit et jour, dans la « smart city » pilotée de façon centralisée grâce au *monitoring* des données collectées partout et tout le temps.

Bien sûr, la « ville intelligente » est un *panopticon*. Qui détecte voire anticipe le moindre écart de comportement. C'est surtout une ville dans laquelle il n'y a plus besoin d'agir en humain. Les objets décident, le système *optimise* le fonctionnement urbain, de manière à rationaliser la gestion des stocks et des flux (de marchandises, d'informations et d'humains). Comme les transhumanistes, les technocrates haïssent l'imprévu et le hasard, qui troublent le mouvement perpétuel de la mécanique urbaine et la rotation du capital.

Le modèle de la « smart city », c'est Singapour. En France, des ingénieurs de l'État, des chercheurs, des entrepreneurs, modélisent la « smart city » idéale, notamment sur une « plateforme expérimentale de monitoring urbain », une mini-ville de 250 m² dans la banlieue parisienne, qui teste « l'instrumentation » de tout l'environnement urbain. « Sense City » – c'est son nom – prépare la *ville durable* au nom des impératifs de rationnement de ressources et d'énergie imposés par le chaos écologique. Afin de *gérer* les conséquences de deux cents ans d'artificialisation, les technocrates n'ont qu'une solution : la fuite en avant, cap au pire.

Cette technolâtrie est un des sentiments les plus partagés de nos jours, notamment, comme vous le dites, dans le secteur de l'enseignement où la vénération du pouvoir technologique semble désormais se constituer dès l'enfance : le gouvernement français a la volonté d'équiper chaque collégien d'une tablette numérique, dès la classe de 5^e, afin de l'« adapter au monde de demain ». Et ce, tandis que les grands PDG de la Silicon Valley inscrivent leurs enfants dans des écoles privées dépourvues de tout instrument informatique, conscients que la technologie n'améliore pas l'instruction des élèves mais, au contraire, les détourne du savoir. Les pourvoyeurs du désastre sont ainsi les premiers à se mettre à l'abri...

Non seulement le gouvernement français équipe les élèves de tablettes et d'un « carnet de correspondance numérique », les contraint, ainsi que leurs professeurs, à utiliser un « environnement numérique de travail », mais il a décidé de dresser les enfants des classes primaires à la programmation et au code numérique à partir de la rentrée 2016. Il s'agit de les acclimater *dès le plus jeune âge* aux gadgets numériques, mais aussi de faire en sorte qu'ils n'aient pas la capacité de s'en passer pour vivre ni penser, interdisant tout autre façon d'apprendre. C'est ainsi que l'on crée la fracture numérique, entre ceux qui se débrouillent par eux-mêmes, et ceux qui ne sont rien sans leurs prothèses électroniques. Bien sûr, pour les propagandistes de l'existence les perdants sont les « illettrés » informatiques. C'est vrai dans la mesure où il s'agit de se plier à un mode de vie refaçonné par la technologie : qui ne s'adapte pas est exclu. Les patrons à haut débit de la Silicon Valley savent pourtant eux-mêmes ce que l'on perd à transférer ses capacités personnelles aux machines : son autonomie individuelle, ces capacités, justement. C'est pourquoi ils envoient leurs enfants dans des écoles à l'ancienne, sans écran. Leurs héritiers y apprennent à utiliser leur mémoire, à mobiliser leur attention et tous leurs sens dans l'apprentissage, à développer leurs facultés de raisonnement, d'analyse et de critique, en se fiant à leur jugement, et non à la validation de la machine. Bref, ils apprennent à devenir des humains, éventuellement capables d'émancipation et non pas des sous-machines.

Le cynisme du pouvoir va bien au-delà de la maltraitance scolaire. Il réside dans son déni du caractère politique, c'est-à-dire discutable, du fait technologique. Ainsi les décideurs dissimulent-ils leur responsabilité – *l'orientation* des avancées technologiques, par le biais de programmes, de financements, d'investissements, etc. – et empêchent-ils tout débat sur la nécessité et la pertinence de décisions présentées comme les conséquences évidentes et inéluctables d'évolutions « naturelles ». Pire encore, ils martèlent à longueur de propagande que « nous » serions tous coupables (« l'Homme ») du chaos écologique résultant de deux siècles d'économie politique.

Chaque vague techno-industrielle s'est abattue sur nous d'en haut, des cimes de la classe dirigeante, sans liberté de choix pour *le peuple des abymes*, comme dit Jack London. Dans les mégapoles autoroutières, impossible d'être piéton. Sur les autoroutes de l'information, impossible de circuler sans *connexion*. Prisonniers du « système technicien » (Ellul), nous sommes en outre rendus responsables de ses ravages. Une manipulation qui justifie la mise en place de *dispositifs* d'incitation et de coercition afin de « *changer nos comportements* », de nous contraindre « *aux bonnes pratiques* » et de renforcer l'emprise technocratique (mais civile et écologique !), sur la foule des numéros.

La marchandisation de l'information ne tient-elle pas, entre autres, au fait qu'on assigne à la technologie le rôle divin de créer des emplois en période de crise économique ? La vente des données personnelles par les consommateurs eux-mêmes s'inscrivant dans la suite logique de cet auto-capitalisme *branché* transformant chaque bien privé en une possible source de revenu (dont Airbnb et Uber sont les entreprises les plus représentatives de nouvelle « économie du partage ».)

Selon le cliché en vogue, les données sont « l'or du XXI^e siècle ». Le rôle des puces RFID, des capteurs, des caméras, des objets communicants dans nos poches et notre environnement est la collecte massive de données – aussi nommée « data mining » en référence à l'extraction des minerais, pour rester dans la métaphore minière. On glose beaucoup sur ces internautes imbéciles qui fournissent volontairement leurs données personnelles à Facebook, Google ou Amazon, comme s'ils étaient responsables du profilage commercial des entreprises et au-delà, de la traçabilité électronique universelle. Il suffirait de *crypter* ses communications et de cocher les bonnes cases dans les « conditions d'utilisation », bref, d'être un expert en contre-informatique pour déjouer le système. C'est oublier que la plupart des données sont collectées à notre insu tout au long de nos journées, par les infrastructures (réseaux de transport, d'électricité, de communication), les administrations et les services (via leurs systèmes informatiques), du simple fait d'exister dans la techno-sphère. Bref, il n'y a pas d'ailleurs, et du champ du « paysan » à la classe de l'instituteur, en passant par le bus, l'hôpital, la banque ou l'agence Pôle Emploi, aucun lieu n'échappe à l'aspirateur à données. C'est d'abord l'Etat qui tire profit de ces masses d'informations. Les statistiques (de *Stat* en allemand ou *state* en anglais : Etat) sont l'un des plus puissants outils de gestion du troupeau humain. Régulation, optimisation, anticipation. À l'ère des architectures logicielles surpuissantes, capables de traiter ces milliards de données en temps réel, nous sommes transparents face au pouvoir.

Il y a derechef du cynisme à prétendre que le numérique et l'économie « collaborative » résoudraient le problème du chômage. Un emploi créé par Internet en détruit quatre dans la vie réelle. Comme nous l'avons dit plus haut, la robotisation et l'automatisation de la production évincent les humains, dans des proportions incomparables avec les quelques emplois d'ingénieurs et de techniciens qu'elles créent par ailleurs. Une part croissante de l'humanité est inutile du point de vue de la production, insolvable du point de vue de la consommation, coûteuse du point de vue social et gaspilleuse de ressources naturelles. Cela ne peut durer : quand l'humanité « *à deux vitesses* » sera scindée en cyborgs et en chimpanzés, on sait qui sera jugé superflu.

La question va sans doute vous sembler récurrente mais ne conviendrait-il pas, dans un souci d'efficacité, de faire converger les luttes contre le système techno-industriel en vous rapprochant d'autres militants néo-luddites comme l'association Technologos, les casseurs de pub, le Comité invisible, ou encore les zadistes ? Comment envisagez-vous la suite de votre combat face à l'expansion de la « prédation numérique », pour reprendre les mots du

philosophe Eric Sadin (auteur de *L'Humanité augmentée. L'administration numérique du monde* et de *La Vie algorithmique. Critique de la raison numérique*) ?

Le slogan de « convergence des luttes » est l'expression confusionniste et manipulateur par des états-majors de fait, du sentiment d'isolement qui étreint chaque *dividu* au sein de « *la foule solitaire* » (David Riesman). Sous couvert de solidarité et aux cris de « Tous ensemble !...Ouais ! », il s'agit toujours de rassembler pour organiser, et d'organiser pour diriger. Il ne peut en être autrement d'ailleurs. Voyez les études classiques du sociologue Robert Michels (1876-1936) sur les oligarchies dans les partis politiques. Sans organisation la masse retombe à son état informe d'impuissance ; sans direction ni structure hiérarchisée, il n'y a pas d'organisation *de masse* possible. En fait, même à l'échelle du village et du clan, les ethnographes relèvent l'existence de « l'homme fort », du *big man* (qui peut être une femme) plus ou moins formalisée sous le nom de « chef de clan », « chef du village », « chef de la tribu », avec des pouvoirs plus ou moins limités par le conseil des anciens ou l'assemblée du groupe. Ainsi, Tacite note l'importance chez les tribus germaniques du *comitatus*, la poignée de jeunes guerriers autour du chef, le parti armé qui impose son pouvoir sur la masse et face à d'autres factions.

Les groupes post-léninistes, tels le NPA ou le Comité invisible, sont rompus à cette vieille tactique unitaire visant à s'emparer de la direction politique en s'appuyant sur la pulsion grégaire et le besoin d'appartenance des esseulés.

La « convergence des luttes » dans les rassemblements de masse organisés ou spontanés sont des moments d'illusion lyrique, de « *sympathie générale* », dissimulant des buts et des trajectoires contradictoires, qui ne font que se croiser lors de ces journées de dupes, avant que les divergences n'éclatent, de manière explosive parfois.

Pour ces raisons, et pour bien d'autres, mieux vaut des luddites partout qu'un parti luddite, avec un petit groupe détenteur de l'orthodoxie et de l'appellation contrôlée « luddite ». Nous avons agi collectivement chaque fois que possible et souhaitable. Nous avons impulsé des campagnes, des manifestations, des actions, publié des livres et des textes, participé à des films. Nous n'avons jamais tenté d'être un énième particule dans le cadre d'un cartel, ni de recruter. Nous avons tâché de nous multiplier et de lâcher, avec un succès incertain, des esprits libres et critiques dans le monde. « Luddite » étant le synonyme fugitif que nous avons élu pour esprit libre et critique. Nous aurions pu dire « anarchiste conservateur », comme Orwell. C'est à contrecœur, par concession à l'inférieur besoin d'identifier que nous avons accepté – provisoirement- ce nom de « luddite » que peu de gens revendiquaient, en référence aux briseurs de machines, à l'aube de l'ère industrielle. Il nous va tant qu'il n'est pas trop galvaudé. Les zadistes incarnent *pratiquement* l'idée luddite, même si le mouvement draine inévitablement des parasites et des relents de *French theory*. Ils se débrouillent très bien, sans nul besoin qu'on leur apporte un soutien médiatique ou spectaculaire qui serait perçu comme une récupération. Nous avons eu des contacts, parfois anciens, et des échanges avec certains d'entre eux. Les autres gens que vous mentionnez ne sont pas, et ne se disent pas luddites ». Certains soutiennent même « une autre technologie », « responsable », « durable », « libre », « alternative », ou tout autre oxymore qu'il vous plaira, et nous n'avons rien à « converger » avec eux.

Quant à l'expansion techno-totalitaire, elle se poursuivra tant que le goût du repos – du confort et du conformisme- l'emportera sur celui de la liberté – de l'effort et de la volonté individuelle. Nous convenons que le pronostic est mauvais, mais nous continuerons à former des idées libres dans l'espoir qu'elles s'emparent du plus grand nombre d'esprits et se transforment en forces humaines et passages à l'acte. En un mot : il faut vivre contre son temps.

La revue du Comptoir, 3 rue Girardot – 93170 Bagnolet
lareveducomptoir@gmail.com

Entretien avec *Barré*, n°5 septembre 2016

« *Contre l'oppression tu n'as qu'une seule solution : l'expression* »
« *On essaie de saboter la machine de l'acceptabilité* »

« **On n'arrête pas le progrès !** » C'est ce qui se dit mais certains essaient quand même. Quelques irréductibles n'abdiquent pas et luttent face à l'envahissement des technologies dans nos vies. Les Luddites grenoblois de Pièces et Main d'œuvre font partie de ceux-là. Depuis l'automne 2000, ils agissent pour la construction d'un esprit critique : enquêtes, manifestations, réunions, livres, tracts, affiches, brochures, interventions médiatiques... Les deux Pièces et Main d'œuvre nous ont accueillis autour d'un plat du jour, à quelques pas de la gare du centre-ville grenoblois, pour parler des technosciences. Et ça fait froid dans le dos.

Pourquoi avez-vous lancé Pièces et main d'œuvre ?

On n'a pas vraiment lancé Pièces et main d'œuvre. À Grenoble, la plupart des gens ne font pas attention à l'endroit où ils vivent. C'est un endroit usé à leurs yeux car tous les endroits se ressemblent. Le centre-ville de Grenoble ressemble à celui de Montpellier qui ressemble à celui d'Aix-en-Provence, donc tu ne vois pas pourquoi tu ferais attention. Il y a une unification du monde. Il n'y a plus d'ailleurs. Après 200 ans d'amélioration des moyens de communication et d'échanges, Internet a transformé le monde en voisinage. Il n'y a plus d'autres, il n'y a plus d'ailleurs. Tu vas à Shanghai, Paris ou New York, il y a une espèce d'uniformisation du monde qui entraîne de l'inattention pour l'endroit où tu vis. Tu peux t'en accommoder en pensant à autre chose, je ne sais pas à quoi d'ailleurs. Ou tu peux en être incommodé. Nous, on est plutôt incommodés.

De quelle manière cela vous incommode-t-il ?

Ce décor agit sur toi. Cette transformation de nos conditions d'existence est contraignante et intrusive. On ne l'a pas choisie. On ne nous demande jamais notre avis, on nous explique seulement que c'est bon pour nous.

Personnellement, je me sens harcelé et persécuté par l'invasion du progrès. Certaines gens ont une telle vie intérieure qu'ils ne sont pas affectés par ce qui se passe autour d'eux. Je n'ai pas cette capacité hermétique, de me replier en moi-même, dans mes lectures et mes rêveries. Nous sommes constamment dérangés, sollicités dans notre vie quotidienne. Ce qui fait horreur à l'homme moderne, c'est le silence, la solitude et je dirais l'intériorité. Par contraste, l'homme idéal moderne nous est présenté comme un être passif, extraverti et ouvert à toutes les sollicitations. Il doit être de son temps. Ne pas être de son temps est considéré comme la manifestation de la misanthropie.

Pièces et Main d'œuvre est donc votre réponse à ces agressions quotidiennes...

Notre démarche est de mettre en lumière, le fait que le progrès technologique non seulement n'est pas synonyme de progrès social et humain mais qu'il en est même l'antonyme. On n'a pas de mérite à le dire. Il faut être aujourd'hui sourd et aveugle pour penser que la situation des terriens de 2016 est meilleure que celle des terriens d'il y a 100 ans. On ne parle que de catastrophe à venir, de la nécessité de se préparer au chaos climatique, qui n'est que la pointe émergente de l'effondrement écologique. On ne parle que de « transition ». Mais pourquoi faudrait-il être tout d'un coup en transition alors que l'on est dans le progrès depuis toujours ? C'est bien que le progrès a failli.

Le progrès est-il finalement une agression quotidienne ?

L'évolution est sidérante... Le monde que tu connais à 20 ou 30 ans ne ressemble en rien à celui dans lequel tu es né. Nous sommes tous en situation d'exil au cours de notre vie et je crois que c'est une violence extraordinaire faite à l'humain. Mais on ne s'en rend pas compte. On n'en parle pas. Personne ne prend le temps de se poser ces questions-là. On fait comme si c'était naturel. Les générations précédentes, pendant des millénaires, vivaient dans une forme de stabilité, les évolutions étaient lentes. Le bouleversement perpétuel oblige en permanence à se mettre à jour.

J'ai par exemple grandi dans un monde sans téléphone portable. En dix ans, il a fallu basculer. Je n'ai pas suivi et je me retrouve en porte-à-faux avec ce nouveau monde. J'arrive encore à négocier parce qu'il reste des gens qui ont connu le monde d'avant, mais il n'y en aura bientôt plus. C'est ainsi que l'on change de monde : en éliminant les restes de l'ancien et en évitant la transmission. C'est la politique de la table rase permanente et c'est très violent pour l'humain.

C'est une agression psychique et physique perpétuelle que d'avoir à se soumettre sans cesse à de nouvelles conditions d'existence qui te sont imposées par une rationalité extérieure. On te dit : « C'est plus efficace, moins cher et plus pratique. » Mais on ne mesure jamais ce que l'on perd et ce que ça génère comme souffrance ou violence. Sans parler des répercussions écologiques.

Y a-t-il des protestations contre ce progrès perpétuel ?

Les gens protestent par la dépression, la violence, l'alcoolisme, la toxicomanie, etc. On ne vit pas dans des sociétés heureuses. La dépression résulte de l'oppression. Contre l'oppression tu n'as qu'une issue : l'expression. Si tu arrives à mettre des mots sur ce qui te fait souffrir, tu arrives à le mettre à distance. Et en le mettant à distance, tu peux aussi comprendre. Tu commences à cerner les contours de ce qui te fait souffrir ou te révolte. Et si tu commences à comprendre, tu peux commencer à te dire que tu y peux quelque chose.

N'est-ce pas inéluctable d'aller dans le sens du développement technologique ?

C'est le discours tenu matin, midi et soir. Le hold-up sémantique consiste à dire que le progrès technologique équivaut au progrès social et humain. Mais ça n'a jamais été prouvé. Et l'on nous fait croire que c'est le mouvement naturel des choses ; que ce progrès, on ne l'arrête pas, qu'il n'y a pas d'alternative et qu'il faut y passer. Or, c'est tout sauf un phénomène naturel. C'est ce que nous tentons de montrer depuis 15 ans dans nos enquêtes, en partant du local, du particulier, du concret, des faits. On montre que derrière il y a des gens - on a donné leurs noms, leurs fonctions et les décisions qu'ils prennent. On explique comment « ce phénomène naturel » était en fait extrêmement méthodique.

Et, comment cela a-t-il été possible ?

L'histoire des 200 dernières années, c'est l'histoire de la fusion entre la recherche du profit et la recherche de l'efficacité. Et, à partir du moment où tu peux domestiquer la recherche de l'efficacité au service de la recherche du profit, tu aboutis à une formation sociologique qui est le technocapitalisme. Il y a sans cesse de nouveaux produits, de nouvelles structures, de nouveaux moyens de communication et d'échange. Avec un objet, est vendu un mode de vie. Et avec ce mode de vie, on vend des rapports sociaux : comment ça va se passer dans l'entreprise, dans la ville, dans la famille, etc. Il y a une fusion entre la classe de la finance et la technocratie qui est la classe de l'expertise. Entre les capitalistes de l'avoir et ceux du savoir. Au fil des décennies, ils ont fini par fusionner. Tu ne peux pas être un bon capitaliste sans maîtriser le savoir.

Le capitalisme a été très bien analysé par Marx et les Marxistes dans le *Manifeste du Parti communiste*, de 1848. Marx et Engels expliquent très bien que la bourgeoisie ne peut pas subsister

sans bouleverser constamment le mode de production. C'est normal, puisqu'il faut que tu aies un avantage concurrentiel sur tes rivaux. Donc tu fais de l'innovation. Et tes rivaux se mettent à ton niveau et vont peut-être trouver autre chose. Il faut sans cesse que tu trouves un petit plus, que tu fasses un produit meilleur marché ou plus résistant. Dans ton entreprise ou collectivement dans la société, tu es donc obligé d'entretenir un bataillon d'ingénieurs et de chercheurs qui vont constamment travailler à l'innovation.

L'analyse du capital est impeccable. Elle n'a pas pris une ride au bout de 200 ans et se vérifie un peu plus chaque jour. Mais Marx, dans le manifeste, critique les ouvriers luddites qui s'en prenaient aux machines. C'est là qu'on se sépare de lui.

Pouvez-vous revenir sur l'origine du mouvement des Luddites ?

Le luddisme est un mouvement né entre 1810 et 1814 dans trois comtés du centre de l'Angleterre. Les Luddites étaient des maîtres ouvriers, qui travaillaient à domicile. Un négociant vient, leur propose un marché, et après ils bossent seul ou avec la famille et le voisinage. Ils ont des machines qu'ils maîtrisent et qui les servent. Ce n'est pas un monde idyllique. Ce sont des rustres. Ils picolent, battent leur femme, ne sont pas forcément sympas avec les gosses et les font travailler. C'est le monde préindustriel avec ses bons et ses mauvais côtés.

Arrive l'industrie. Il y a depuis le Moyen Âge une fierté pour les Anglais d'être des hommes libres, Merry old England et tout ça. De ce monde qu'ils connaissaient depuis des siècles, qui évoluait lentement et avec leur contribution, ils sont précipités dans l'enfer industriel et capitaliste. Le capitalisme existait avant mais subitement, ça les atteint. Ils ne peuvent plus travailler chez eux et doivent aller à l'usine. Ils ne travaillent plus en communauté. Ils ont des chefs, des horaires. Ils subissent la discipline de fabrique. C'est le bagne. Ils travaillent 18h00 par jour au début. On embauche essentiellement les femmes et les enfants, parce qu'ils sont plus dociles et plus souples pour les tâches qu'on leur demande. D'autre part, il s'agit de fabriquer de la merde, de la camelote. Alors que ces maîtres-ouvriers avaient la fierté du travail bien fait.

Donc ils se révoltent. Toute la population est dans le coup. Les femmes, les hommes, les jeunes, les vieux, les activistes. On sait qu'y participent aussi des Jacobins, des révolutionnaires à la française, et puis nombre de membres de sectes religieuses, parce que ce sont des endroits où l'on apprend à débattre et où l'on s'écrit beaucoup. Tout ce mouvement dit luddite, sévit pendant trois ou quatre ans. Les industriels reçoivent des lettres comminatoires qui leur disent : « A moi Général Ludd, il me revient aux oreilles que vous avez installé ces détestables métiers mécaniques dans votre fabrique. Je vous somme de les supprimer sinon j'envoie mes troupes les détruire, etc ». Et effectivement, pendant trois ou quatre ans, les luddites chevauchent la nuit et vont détruire les machines, jusqu'au moment où on leur envoie l'armée.

Le Général Ludd n'existe pas. Et ce qui est surprenant dans l'histoire des Luddites, c'est qu'au début, quand la police recherche les meneurs ou les activistes, elle ne peut mettre la main dessus parce qu'ils sont comme un poisson dans l'eau. Toute la population les couvre. Elle est partie prenante. Jamais personne ne lâche le morceau, jamais. Il faudra que les autorités punissent le bris de machine de pendaison et de déportation en Australie pour casser le mouvement.

Dans le Manifeste communiste, Marx revient sur la révolte luddite. Les ouvriers, dit-il, commettent l'erreur de briser les machines et de saboter la marchandise. Alors que, selon lui, la machine n'est pas l'ennemie de l'ouvrier. D'après Marx, il faut s'emparer des moyens de production et d'échanges pour éliminer les capitalistes et travailler pour notre propre compte. Il faudrait faire tourner les moyens de production à notre profit : se réapproprier Internet, les centrales nucléaires, les plateformes chimiques...

Et, cette idée de réappropriation de la technologie n'est-elle pas envisageable ?

Dans l'idée de réappropriation des machines, il y a l'idée de suppression de la hiérarchie. Mais si on supprime la hiérarchie dans une centrale nucléaire on va avoir de gros problèmes. Il faut des

ingénieurs, des gens qui savent... On ne gère pas ça en assemblée générale. La technologie est inséparable de la division du travail. Tu ne peux pas développer l'industrie, et au-delà de l'industrie, tu ne peux pas développer la technologie sans diviser le travail, parce que tu ne peux pas être expert en tout. Il faut donc des ingénieurs, des techniciens, des financiers... Et chacun connaît presque tout sur presque rien. D'autre part, ces équipements présentent la caractéristique d'être complexes et dangereux. Il faut donc aussi une police qui garde les accès et qui surveille ce qui se passe là-dedans.

En admettant que l'on élimine le capital privé, comme le voulait Marx, on aboutit en gros à la situation de l'URSS et de ce qu'on a appelé le camp socialiste où la classe technocratique possède en indivision les moyens de production et d'échanges, et fait travailler les ouvriers pour elle. Il y a toujours de la plus-value. Simplement, au lieu d'être redistribuée individuellement, elle est versée au pot commun de la classe supérieure qui se paie en position hiérarchique, en avantages en nature, avec des magasins et hôpitaux spéciaux. L'expérience a été tentée et en gros, en termes de productivité, ça marche moins bien que le capitalisme libéral, parce que chaque membre de la hiérarchie supérieure préférerait que son activité lui profite à lui, individuellement.

Et, maintenant il y a le mythe de la start-up...

Depuis les années 80, les start-uppeurs, le self made man, sont héroïsés. On les encourage à monter leur « boîte ». Avec toute leur aura de pionniers, d'aventuriers, ils sont extrêmement encadrés. Ces gens font les mêmes études, ont les mêmes valeurs, la même culture et ils ont le pouvoir de décider ce qu'on va faire de ce monde.

Les start-ups ne créent pourtant que très peu d'emplois...

Le chômage est une bénédiction pour l'industriel, puisque l'ouvrier vend aussi une marchandise, sa force de travail. S'il y a beaucoup d'offre de force de travail, l'ouvrier est obligé de baisser les prix. La machine est donc sa concurrente. Elle fait pression sur les salaires.

On entend parfois le terme de néo-luddites. Aujourd'hui, doit-on parler de luddites ou de néo-luddites luddites ?

Pourquoi néo ? La tradition luddite s'est perpétuée sur le continent ensuite. Tout au long du XVIIIe, il y a eu des révoltes de type luddite avec bris de machine, notamment dans la région. Les luddites anglais c'est simplement l'épisode inaugural.

Les luddites ont toujours été minoritaires et ont toujours perdu. La masse des gens se soumet au perpétuel bouleversement de son mode de vie, elle s'adapte. C'est extraordinaire à quel point, elle est malléable. Les gens sont capables de tout encaisser. Tu te dis : « Mais à quel moment ça va s'arrêter ? »

Une partie minoritaire mais motrice, adhère et adore. Tous ces technophiles qui s'implantent des puces RFID pour communiquer avec leur voiture, leur maison. Il y a une part d'aliénation évidente due à la propagande. Quand tu vois des files de 300 mètres devant le magasin Apple pour acheter le dernier iPhone, tu te dis que la manipulation mentale va loin. Arriver à faire faire ça à des gens qui ont un cerveau en état de marche...

Une part de la population se dit « autant s'éclater avec, c'est fun ». Ce qui est vicieux c'est qu'on vise toujours les jeunes. Ils n'ont pas connu l'avant et ne peuvent donc pas voir ce qu'on a perdu. Et ils sont peut-être plus malléables.

Il y a 10 ans de ça, on avait assisté à une conférence d'une personne du CEA, à la Fnac, à propos du téléphone portable et il disait : « On vise principalement les jeunes et on sait qu'ils vont adhérer. » Il y a un cynisme absolu qui est de cibler les plus vulnérables.

Les lunettes à réalité augmentée ont valu quelques agressions à San Francisco notamment. Est-ce que l'on atteint un point critique, une limite que les gens ne sont pas prêts à dépasser ?

Il y a toujours des réticences initiales. Des échecs sporadiques. Les spécialistes les théorisent et comptent sur le groupe de la population, aussi minoritaire que nous, qui est « pionnier ». Il y a deux minorités : les réfractaires et ce qu'ils appellent les pionniers. Mais eux, sont moteurs et prescripteurs.

Mais pourquoi le « progrès » fait-il autant fantasmer ?

On nous a convaincus qu'il fallait vivre avec son temps. Un temps destiné à changer. Le monde bouge sans cesse et tu ne veux pas être largué. Ni un ringard. C'est une malédiction d'être un ringard. Il faut beaucoup de personnalité pour être un ringard, surtout à 18 ans. Pour trouver un boulot, t'insérer dans la société... C'est compliqué de dire à tes copains que tu n'es pas sur Facebook ou Twitter. Mais c'est difficile aussi à 40 ans d'ailleurs.

Un des effets sociaux de l'innovation perpétuelle, c'est que jusqu'aux années 60 la transmission se faisait des anciens vers les enfants. Il y avait une valorisation du savoir ancien. À partir des années 60, il y a inversion de la transmission. Ce sont les jeunes qui deviennent prescripteurs et qui éduquent les vieux. Maintenant ce sont les petits-enfants qui réduisent la fracture numérique de pépé. Ils éduquent leurs parents et grands-parents qui sont super fiers d'être aussi doués que leurs enfants.

Tout ça obéit au dogme selon lequel il faut vivre avec son temps. C'est de l'ordre de l'évidence. Cela va de soi. D'où la force de ces innovateurs qui disent : « Il faut quand même que la ville bouge. Il faut que l'on ait un projet. » Mais pourquoi faudrait-il que l'on ait un projet ? On ne peut pas juste nous foutre la paix et nous laisser vivre ? C'est contradictoire avec l'idée égalitaire, libertaire et toute notion de fraternité. Et on n'a toujours pas abordé l'environnement... (Rire)

Est-ce qu'il n'y aurait pas des choses à sauver dans la technologie ?

La technologie forme un système, avec des aspects positifs et négatifs liés indissolublement. Comme l'avert et le revers de la médaille. Il n'y a pas d'exemple où tu peux garder une partie et refuser l'autre. Prenons l'informatique qui est un méta-système, celui qui unifie tous les sous-systèmes. Que veux-tu jeter dans l'informatique pour n'en garder qu'un bout ? Il faut des câbles sous-marins, des *data centers*, de l'électricité pour que ça marche... tout est lié.

Y a-t-il un mouvement luddite organisé en France ?

Il y a sans cesse des mouvements, mais les actions sont fugitives. Notre histoire depuis 200 ans, d'un point de vue luddite, c'est une histoire de défaites à peu près ininterrompues. On subit sans cesse des défaites stratégiques et on enregistre quelques victoires tactiques. Mais les victoires sont sans lendemain et les défaites sont perpétuelles.

Des luddites tu en as tout le temps. Les zadistes sont des luddites. Les anti-nucléaires des années 70 sont des luddites. Les faucheurs d'OGM sont des luddites. Mais ce sont des gens qui perdent.

Pourquoi les luddites perdent-ils toujours ?

Tout est bien organisé. Il y a d'un côté les forces combinées de la finance, de l'industrie et de l'Etat dans toutes ses composantes qui disposent à la fois du pouvoir, de la concentration des forces et de la continuité dans le temps. Nous, en face, on est épars. On a les moyens que l'on a, c'est-à-dire rien. Les réfractaires sont des individus épars, livrés à leurs propres forces, qui n'ont plus d'organisation et qui ne sont que dans la réaction et le rejet.

Y'a-t-il eu une défaite récente particulièrement douloureuse ?

Pour nous, les plus mauvaises nouvelles sont toutes les pertes de transmission. La réforme du collège où l'on apprend le code informatique et l'anglais, est une très mauvaise nouvelle. On empêche les jeunes de penser. Il n'y a pas d'analyse critique et de pensée construite sans maîtrise de la langue. On ne peut plus compter sur l'école de la république pour nous l'apprendre. Il faut donc ouvrir des écoles sauvages, informelles, pour apprendre. On a besoin de former nos propres structures d'éducation. Il faut que la population reprenne en main l'usage de son cerveau. Il faut tuer l'idée que la mission de l'école est d'offrir des « débouchés ». Le but de l'éducation est d'apprendre et de comprendre, pas d'avoir un job. Enfin, ça devrait être ça.

Et de votre côté, que faites-vous avec Pièces et main d'œuvre ?

La seule machine que l'on a essayé de saboter est celle de l'acceptabilité. Au moins, que l'on ne nous fasse pas prendre les vessies pour des lanternes. C'est pour ça que l'on a saboté la campagne de 2009 – 2010 de la Commission nationale du débat public (CNDP), un organisme d'Etat chargé d'organiser comme son nom l'indique des débats publics quand il y a un projet d'infrastructure (un incinérateur, une autoroute...). Il s'agit de débat pour faire semblant de discuter avant de faire ce qui était prévu. En 2009-2010, Jean-Louis Borloo, ministre de l'écologie et deux autres ministères confient à la CNDP l'organisation d'un débat national sur les nanotechnologies avec 17 débats dans toute la France. En 2009- 2010, c'est-à-dire quatre ans après l'inauguration de Minatec, premier pôle de nanotechnologie à Grenoble. Cette campagne, on l'a sabotée puisque sur 17 réunions publiques, très peu ont pu se tenir. Dans toutes les villes, les luddites se sont dressés. La date de Grenoble a été le sommet. C'était le premier décembre 2009, à Alpexpo, la grande salle de Grenoble. Le président de la commission nationale du débat public est entré sur scène et a prononcé cinq mots : « Bonsoir, je m'appelle Jean Bergougnot. » Et la réunion était terminée puisque la salle entière a applaudi. Il était d'abord très content, mais on n'a jamais cessé d'applaudir. Il n'a pu prononcer le moindre mot, malgré les vigiles et les contrôles. Nous avons été fouillés à corps, mais nous sommes tous rentrés. Nous étions 200. Ça a été une belle soirée, très joyeuse. On a montré que sans moyen matériel mais avec de la matière grise on pouvait lutter. On avait aussi manifesté il y a dix ans, en 2006, contre l'inauguration de Minatec. Il y avait mille personnes. Le quartier était bouclé, quasiment en état de siège pendant deux jours. Et cela reste à ce jour la seule manifestation au monde contre les nanotechnologies.

Comment tout cela a-t-il pu se planifier ?

Cela a été possible parce que, depuis 2000, on faisait ce travail d'enquête sur les nanotechnologies. Tout commence par des mots. Il faut mettre des mots sur les choses. Il ne faut pas dire « tu vois ce que je veux dire » mais « dire ce que tu vois ». Il faut arriver à faire comprendre où est le problème. C'est un travail harassant. Il faut répéter les mêmes choses de manières différentes indéfiniment, jusqu'à ce que tu arrives un jour à trouver la formule qui touche. C'est infernal mais ça en vaut la peine.

Un mouvement est-il en train de s'organiser ?

Chaque année on fait entre dix et vingt conférences. On nous invite aux quatre coins de la France pour des débats, des projections et des discussions. On va partout, dans les grandes et petites villes. Et à chaque fois, il y a un café associatif, une librairie, un cinéma, un groupe ou une association qui décide de nous faire venir. On rencontre partout des gens qui partagent nos idées. C'est impressionnant de voir que ça couvre le territoire. C'est partout et c'est invisible. Ça n'existe pas au niveau médiatique parce que ce n'est pas organisé. Ce sont des gens qui ne font pas de bruit. C'est frappant de voir que partout des gens réfléchissent à ces questions.

Actuellement, il y a la grogne qui monte autour de Linky (NDLR : compteur électrique « intelligent » d'ENEDIS, anciennement ERDF)...

On n'aurait pas misé grand-chose sur le fait que les gens refusent Linky. Même si on en parle depuis cinq ans. Quand les gens nous disent : « Qu'est-ce qu'on peut faire ? » Parmi les exemples que l'on donne, on parle de ce compteur qui arrive pour expliquer ce qu'est une « smart city », une ville « intelligente ».

Partout en France, tu vois des collectifs anti-Linky. C'est spontané. Une grosse partie se réunit sur des arguments qui ne sont pas les nôtres : la santé, les inquiétudes sur les ondes, etc. Mais on a vu des gens dans le Finistère défiler derrière une banderole « contre Linky pour rester libres et humains ». Et là, les bras t'en tombent. Tu te dis « voilà des gens qui ont compris ce qu'était le big data, le monde-machine ». Ce qu'ils perçoivent, c'est l'éviction de l'humain dans tous les aspects de la vie. On n'a pas besoin que des machines dirigent nos vies. On n'a pas besoin que nos maisons soient « intelligentes ». Ils te font par exemple une ruche connectée pour savoir s'il y a du miel et si la ruche se porte bien. Mais à quoi bon être apiculteur si tu ne vas pas voir tes abeilles. Il y a un désir d'informatiser et de numériser tous les aspects de notre existence. Et donc de nous évincer de notre existence. Pourquoi te tracasser sur ta consommation d'électricité, la machine le fait mieux que toi. Si les objets peuvent tout régler à ta place, ce n'est même plus la peine de te lever le matin. Tu es obsolète.

Il y a aussi l'arrivée des puces RFID implantée sous la peau...

Une puce sous la peau, c'est rudimentaire et grossier, mais ça acclimate l'idée. Ça participe à l'acceptabilité. Ça donne l'impression à tous les frimeurs qu'ils sont à l'avant-garde.

Les animaux sont pucés. Avec les puces, il y a des tumeurs qui se développent. Mais j'ai envie de dire, c'est normal. Ce qui est extraordinaire, c'est que des humains trouvent formidable l'idée d'avoir sous la peau un objet communicant, interactif, qui leur permet d'ouvrir leur porte automatiquement quand ils arrivent. Voilà un progrès !

Encore une fois, les volontaires sont minoritaires. Ils font partie de cette frange d'avant-garde. C'est vendu sous l'aspect « fun ». En boîte de nuit, on peut payer sa consommation en scannant son bras. Maintenant c'est le club argentin de foot Tigre, de Buenos Aires, qui propose à ses supporters des puces RFID avec leur abonnement. On prend toujours les aspects ludiques, futiles, avant de répandre la technologie. Après, sur cette puce il pourra y avoir notre dossier médical, notre carte bancaire... parce que c'est quand même pratique ! Une fois qu'il y a une frange suffisante de la population qui l'a adoptée, elle s'impose comme norme.

Pour payer nos impôts, on va devoir passer par Internet alors qu'au début on disait : « Ce n'est pas grave, ce n'est pas obligatoire. Chacun fait ce qu'il veut. C'est seulement pour les volontaires. » C'est comme ne pas avoir de téléphone portable. Je ne suis pas légalement obligé, mais dans les faits c'est leur monde, pas le nôtre.

Et quelle est la réaction la plus courante quand vous expliquez ça ?

On nous dit : « Allez vivre dans une grotte en Ardèche ! » Tu ne peux pas être indemne de ce monde. Bien sûr il y a encore des endroits résiduels où tu peux te planquer. Mais en gros ce n'est pas possible. Vivre à contre-courant c'est fatigant, mais c'est intéressant.

Quel est cet endroit ?

Je ne donnerai pas l'adresse. Je ne suis pas fou. (Rires)

Et quel est votre cheval de bataille actuel ?

L'idée que l'on développe depuis quelques années, c'est qu'il y a une masse humaine qui devient superflue en tant que main-d'œuvre. Des gens qui ne servent plus à rien en tant que paysans, ouvriers et employés. Ils sont superflus en tant que main d'oeuvre et insolubles en tant que marché. Puisqu'ils ne travaillent pas, ils n'ont pas d'argent. Et puisqu'ils n'ont pas d'argent, ils ne peuvent pas consommer. Ils ne peuvent pas acheter les produits que les machines fabriquent à leur place. Il faut donc leur donner le RSA. Il faut les nourrir, les loger, les habiller, leur fournir leur smartphone... Mais ils sont un poids mort. Tôt ou tard, le poids mort devient lourd. Le problème est de s'en débarrasser. Alors qu' en fais-tu ? Pour le moment, la solution, c'est ce qu'ils appellent les « zones grises ». Nombre d'endroits dans le monde, dans ce que l'on appelait autrefois le tiers-monde, sont abandonnés à eux-mêmes. On ne s'en occupe plus. Tout ça est sous-traité aux mafias, aux narcotrafiquants, aux djihadistes, aux caïds de banlieues... L'Etat ne s'en occupe plus. Tu peux espérer, mais sans le dire trop fort, que deux ou trois bonnes catastrophes vont écrémer.

Une partie de la population va poser problème. En parallèle, la bonne nouvelle est que la population devient stérile. Voilà l'environnement. Toute cette chimie, tous ces perturbateurs endocriniens que l'on déverse dans le milieu finissent à l'eau, l'eau à la mer. Les poissons la boivent, les humains mangent les poissons. La chimie qui s'accumule dans la chaîne alimentaire finit dans l'être humain, au sommet de cette chaîne. Il devient stérile. Et bien, qu'à cela ne tienne : on va développer une technologie de reproduction, la Procréation médicalement assistée (PMA). Ça va loin, puisque à terme c'est l'exogénèse, l'utérus artificiel, et éventuellement le clonage. Tu fabriques des humains sur commande.

C'est votre vision de l'avenir ?

Ce n'est pas l'avenir. C'est aujourd'hui. Le site américain Fertility institute te propose un bébé sur catalogue pour 20 000 dollars, avec une sélection de caractéristiques précises. C'est déjà le présent. 7% des naissances se font en reproduction artificielle. Ceci dit, tant qu'il y a de l'humain, il y a de l'histoire humaine. Il peut y avoir de l'imprévu... y compris le pire.

Comment voyez-vous le monde en 2050 ?

En 2050, on est 9 milliards d'habitants, avec une chute libre de la population en Russie, en Europe, aux Etats-Unis, en Chine et au Japon. Il y a une explosion en Afrique et en Inde. En 2050, un homme sur quatre sera Africain. Simultanément, la stérilité progresse avec la pollution. La reproduction artificielle de l'humain est donc en progression. L'Afrique fera de la quantité et l'occident de la qualité. Les Chinois sont en train de séquencer le génome de 2000 génies, qui ont un QI supérieur à 160. L'idée est de produire des génies en laboratoire, en se disant que si tu augmentes de tant de points le QI de ta population, tu augmentes de tant de points ton PIB. C'est le calcul. Donc on va faire du qualitatif et du quantitatif.

Par ailleurs l'avenir est transhumaniste. Le transhumanisme, c'est l'idéologie dominante de la technocratie et le résumé de ce que font aujourd'hui les laboratoires de pointe. C'est la fabrication du post-humain. Ça va au-delà de l'eugénisme technologique : c'est la production délibérée, planifiée de l'homme-machine, d'une espèce nouvelle. Google y travaille avec des dispositifs neuro-électroniques, implantés ou externes. Ce sont des implants que l'on teste ici à Clnatec et miniaturisés grâce aux nanotechnologies. Des électrodes très fines que l'on plante à un endroit précis du cerveau pour avoir une action ciblée. Plus ça va, plus on affine la potentialité de ces implants. On sait déjà modifier des humeurs et des comportements précisément. L'objectif ensuite est d'avoir des organes et des prothèses artificielles qui donnent des facultés nouvelles. Google vient de déposer un brevet pour une rétine artificielle connectée, avec l'idée de nous mettre Google dans la tête. Il y a le gadget de pouvoir prendre une photo en clignant de l'œil. Ça c'est pour le côté

fun. Il y a aussi les outils extérieurs. L'aspect ludique et l'augmentation cognitive sont d'ailleurs un marché énorme.

Et n'avez-vous pas une version, un poil plus optimiste ?

Il y a des dissidences, souvent individuelles et intériorisées, mais elles existent. Beaucoup de gens qui préféreraient « ne pas ». Le problème est que ce n'est pas une force matérielle. Ce n'est pas un mouvement d'opposition concret.

La masse de la population est clivée. Elle est prise à la gorge par l'immédiat, l'urgence et l'« à quoi bon ». Cela facilite la soumission. Les gens s'anesthésient en se distrayant. En même temps, il y a une immense déprime et un désespoir qui n'est pas agissant car il n'entrevoit pas d'autre issue possible. Parmi ceux qui continuent à regarder la bête dans les yeux, il y a ceux qui disent « je me bats mais je vais perdre » et les optimistes qui s'imaginent l'effondrement du système sous le poids de ses propres contradictions.

Peut-on penser une population basculant d'un coup dans la frugalité volontaire, l'épicurisme, la sobriété, le rejet de la croissance et de la technologie ? On peut imaginer une décroissance. Toutes les hypothèses sont possibles. Certaines sont marquées d'un coefficient supérieur. La nôtre est la moins probable.

L'idée d'une population qui se rend massivement intelligente. Qui se met volontairement à lire et à écrire. Qui n'a donc pas besoin de structures d'encadrement fortes et de hiérarchies fortes pour agir. Qui agit par elle-même au niveau individuel, au maximum, car plus tu as d'individus intelligents moins tu as besoin d'organisation et donc d'autorité. C'est quand même le scénario le plus improbable mais c'est celui que l'on préfère.

Barré Magazine, 2 rue Michel Rondet – 42 000 Saint-Etienne
distribution@barremag.info

UNE EXPÉRIENCE DE RÉSISTANCE À LA TYRANNIE DU CAPITALISME TECHNOLOGIQUE

Entretien avec Pièces et main-d'œuvre

Pièces et main-d'œuvre (PMO) réunit depuis 2000 des « individus politiques » qui cherchent, au sein d'une pratique commune, à développer leur capacité politique pour mieux résister à l'emprise tyrannique de la technologie. Cette pratique associe une réappropriation du savoir, à travers la conduite d'enquêtes critiques minutieuses, et une réappropriation de l'espace public, par l'intermédiaire d'interventions lors de manifestations ou de réunions officielles. Bien que localisé à Grenoble, PMO forme l'espoir que son expérience puisse faire tache d'huile sur l'ensemble du territoire. On trouve leurs textes, les références de leurs ouvrages publiés aux éditions L'Échappée, ainsi que la version complète de l'entretien qui suit, sur leur site <www.pieceset-maindoeuvre.com>.

~

Pensez-vous que le « capitalisme vert » ait une quelconque chance de relancer la croissance, ou nous dirigeons-nous inéluctablement vers l'effondrement du monde industriel ?

Plus qu'industriel, le capitalisme d'aujourd'hui est technologique. Certes, des pans de l'économie reposent encore sur l'industrie (ne serait-ce que pour produire les outils et machines numériques), mais la « quatrième révolution industrielle » – suivant les importants de Davos –, celle de la robotique et du numérique, vient déjà chasser la « troisième », la révolution informatique. Autrement dit, l'économie de la connaissance – en fait les technologies de l'information et des données –, transforme l'ancien monde industriel et propulse le capitalisme dans l'ère post-industrielle. La vente de services immatériels et l'économie des « usages » accroissent leur part du PIB – voyez Google, Facebook, Uber.

Le capitalisme technologique doit résoudre deux problèmes pour enclencher un nouveau cycle de croissance. D'une part, son besoin exponentiel d'énergie et l'épuisement des ressources naturelles. C'est tout l'enjeu des investissements massifs dans les nanotechnologies et biotechnologies. Il s'agit de remplacer les minerais par des matériaux artificiels, tels les nanotubes de carbone fabriqués à partir d'atomes de carbone, présents en quantité infinie sur la planète. Ou les plastiques et l'essence par de prétendus « biomatériaux », produits à partir de la

biomasse (produits végétaux et agricoles) par des bactéries de synthèse ou des micro-organismes génétiquement modifiés. Mais le défi majeur est de parvenir à une photosynthèse artificielle, afin de transformer la lumière du Soleil en énergie de façon optimale. Les capteurs nanostructurés font déjà des prouesses et augmentent continuellement les rendements de l'industrie solaire. Ces technologies dites « vertes » n'ont rien d'écologique. Elles polluent, consomment des ressources, de l'énergie, et poursuivent la fuite en avant technologique, alimentant ainsi de nouveaux cycles de croissance (pollution-dépollution, destruction-remplacement). Arriveront-elles à temps pour éviter un crash économique ? Nul ne peut le dire. Chaque semaine qui passe nous découvre de nouveaux gisements de gaz et de pétrole, qui pourraient laisser le temps aux énergies dites « alternatives » de prendre le relais. Mais s'il fallait encore démontrer le rôle décisif de la technologie dans l'économie planétaire, voilà une partie de la réponse.

Le second problème se résume à une question : que faire des populations superflues ? De plus en plus inutiles à la production (où ils sont remplacés par les machines) et de moins en moins solvables comme consommateurs, des millions d'individus sont semble-t-il voués à disparaître. Le capitalisme trouve toujours des solutions. Ce ne sera pas la première fois que des classes sociales ou des peuples entiers passeront aux poubelles de l'histoire.

Dans quelle mesure la crise écologique généralisée peut-elle permettre de créer un état d'urgence légitimant, du point de vue même des « masses », l'incarcération dans un « monde-machine » organisé par l'État ?

L'effondrement écologique, annoncé à partir des années 1930 par les penseurs de l'écologie (Charbonneau, Ellul, Illich, entre autres), est désormais admis, y compris par ses coupables – industriels, décideurs, gestionnaires – et par leurs relais médiatiques chargés d'« alerter » les masses. La réponse à cette situation d'urgence passe par la cybernétique, autrement dit l'usage de la « machine à gouverner », selon l'expression forgée en 1948 par Pierre Dubarle. Il ne s'agit pas d'une métaphore. La gestion optimale de notre fonctionnement – optimale du point de vue de la consommation de ressources et d'énergie – s'effectue à travers une planification et une rationalisation ne laissant nulle place au hasard, grâce aux machines. Numérisation de chaque aspect de nos vies (déplacements, habitudes, fréquentations, consommation, opinions) ; collecte de ces données par des aspirateurs disséminés partout (ordinateurs et objets connectés, capteurs, puces RFID, caméras, réseaux sans fil) ; analyse et traitement des données (architectures logicielles, systèmes de calcul hyperpuissants) ; outils de décisions (alertes, déclenchement automatique de procédures). Tout existe déjà. Les programmes de recherche-développement et les règlements votés au nom de la « transition écologique » consistent tous à nous incarcérer plus étroitement dans une machine pilotée de façon centrale. Cet « enfer vert¹ » est la solution, prônée notamment par

1. Cf. Tomjo, *L'enfer vert. Un projet pavé de bonnes intentions*, L'Échappée, Paris, 2013.

les élus écologistes (les meilleurs techniciens du système) pour gérer au mieux les stocks et les flux de la machine totale.

Du point de vue du pouvoir, administrer une population par le truchement des machines (du puçage des poubelles et du compteur d'électricité à la surveillance des communications électroniques en passant par la « dématérialisation » des formalités administratives) présente un double avantage. Les masses d'en bas sont reléguées plus loin encore de leurs maîtres, désormais virtuels, plus que jamais intouchables, irresponsables, voire inconnus. Si le monde-machine est le produit impersonnel d'un progrès-qu'on-n'arrête-pas, à qui s'en prendre ? Sous le masque de la technologie, que les techno-furieux et les naïfs persistent à croire neutre, le pouvoir dissimule mieux que jamais ses intérêts et ses plans.

La « machine à gouverner » rend ce pouvoir ubiquitaire, jusqu'au sein des foyers. Votre compteur Linky en révèle bien plus sur votre vie que vos aveux approximatifs. La « planète intelligente », comme la nomme IBM, est celle du technototalitarisme, sans issue de secours.

La mutation que vous décrivez du capitalisme industriel au capitalisme post-industriel semble recouvrir l'intégration de la « machine-corps » à la « machine-cerveau », qui vient consolider et radicaliser « l'obsolescence de l'homme ». Elle semble également se caractériser par une autonomisation de la technoscience conduisant, en particulier, à son hégémonie sur les pouvoirs politiques et économiques. Pensez-vous que cela soit le cas ?

La machine a d'abord remplacé les fonctions manuelles de l'homme aidé de ses outils : machines agricoles, machines-outils, robots ménagers et robots-pistoletteurs des usines, aujourd'hui robots-chirurgiens, guichets automatiques, etc. La convergence des technologies (nanotechnologies, biotechnologies, informatique, sciences cognitives) fait franchir un saut qualitatif à cette éviction de l'homme, en intervenant dans le domaine de la cognition et du cerveau.

Les progrès de ce que l'on nomme « intelligence artificielle » favorisent la création de machines capables de battre un champion au jeu de go, c'est-à-dire de prendre des décisions adaptées à une situation, en triant parmi des milliards de données (*data mining*). Dans la vie quotidienne, ce sont désormais des algorithmes qui investissent en bourse ou qui vous recommandent vos prochaines lectures : les logiciels d'Amazon sont les premiers prescripteurs de livres. Le super-ordinateur d'IBM, « Watson », établit des diagnostics médicaux. Des logiciels écrivent des brèves dans les journaux. Les machines remplacent les fonctions cognitives de l'homme – plus que son intelligence, qui est un processus trop riche et complexe pour être mécanisé.

Pendant que progressent les machines-cerveaux, les laboratoires de neurotechnologies s'affairent à fabriquer des cerveaux-machines. À Grenoble, la clinique expérimentale Clinattec, créée par le centre Minatec, implante des neurodispositifs électroniques miniaturisés dans le cerveau de malades de Parkinson pour calmer leurs tremblements. Elle s'est rapidement tournée vers le marché plus prometteur de la psycho-électronique : implants pour anorexiques et boulimiques, pour

dépressifs et personnes atteintes de troubles obsessionnels compulsifs, bientôt pour les dépendants au tabac, à l'alcool, aux drogues. Incorporée dans notre for intérieur, la machine contrôle humeurs et comportements indésirables.

Tandis que les machines deviennent plus « intelligentes », notre intelligence devient machinale. Sans aller jusqu'aux implants, chacun constate les effets sur son propre cerveau de l'usage de prothèses électroniques : perte de mémoire, baisse de l'attention profonde, dispersion de la capacité de concentration, etc. Comme nos corps ont perdu en musculature et en résistance en transférant les tâches manuelles aux machines, il est normal que nos cerveaux perdent en acuité en déléguant la résolution de problèmes intellectuels aux ordinateurs.

Pour autant, assistons-nous à un phénomène d'« autonomisation de la technoscience » ? Nous ne partageons pas l'idée de Jacques Ellul d'une autonomie de la technologie, au sens où elle serait un processus sans sujet, une sorte de Frankenstein ayant échappé à ses créateurs. Que la technologie impose ses procédures, des types de comportements et d'organisation sociale est une évidence, et c'est pourquoi il est inepte de la considérer comme « neutre ». Elle change le monde, nos vies, nos villes, nos corps.

Cependant, cela ne tombe pas du ciel. La fabrication de bactéries artificielles ou de nanorobots n'est possible qu'en vertu de programmes de recherche décidés, planifiés et financés. La Commission européenne a défini des « technologies clés génériques » (*key enabling technologies*) à développer en priorité pour le bénéfice de l'industrie et de la puissance de l'Europe : nanotechnologies, micro et nano-électronique, biotechnologies, photonique, matériaux avancés, systèmes de production avancés. En décembre 2013, la Grenobloise Geneviève Fioraso, alors ministre de la Recherche, a donné le coup d'envoi d'« Horizon 2020 », le nouveau programme de financement de la recherche et de l'innovation de l'Union européenne pour les années 2014-2020 : nous parlons ici de 79 milliards d'euros de crédits distribués, via des appels à projets, aux laboratoires et aux industriels associés, dans les domaines définis comme stratégiques. Rien n'est plus orienté que la recherche scientifique.

Pour finir, ces technologies clés sont définies avec l'aide d'un « *high level group* » composé de représentants de la technocratie : patrons d'entreprises, d'instituts ou de plates-formes de recherche, d'institutions financières. Des humains, responsables de leurs choix, qui nous les imposent. Le président de ce groupe d'experts se nomme Jean Therme et nous le connaissons bien : il est le patron du Commissariat atomique de Grenoble, responsable de la création de Minattec et de Clnattec. Ce qu'il a fait à notre ville, il le fera à l'Europe. Il est vrai que nul n'a élu ce technocrate, ni à Grenoble ni à Bruxelles, pour décider ainsi de nos vies. Mais rien n'oblige le pouvoir politique à lui obéir plutôt qu'à nous, le peuple qu'il est censé représenter, sinon le rapport de forces qui fait de Therme un puissant et nous, des sans-pouvoir.

À l'aube de l'ère industrielle, les briseurs de machines ont démontré le rôle prépondérant du système technique dans l'assujettissement au capitalisme, sa violence (sociale et policière) et la conscience aiguë qu'en avaient

ceux qui la subissaient. Cette conscience semble avoir disparu, laminée par le fétichisme de la technique qui anime aujourd'hui la majorité des personnes qui en sont pourtant victimes. **Quelle forme est-il encore envisageable de donner à la résistance ? Quels sentiments retirez-vous, dans cette perspective, de l'expérience de vos propres luttes ?**

Les résistances à la machine – et surtout à la machination subséquente des hommes – précèdent de beaucoup la révolte luddite (1810-1814) à laquelle vous faites allusion. Nous avons repéré l'exemple, à Lyon, de la plus grande grève de l'Ancien Régime, 15 000 émeutiers, durant une semaine, en août 1744, contre l'introduction des métiers mécaniques conçus par le Grenoblois, Jacques Vaucanson² [...].

Il est remarquable que les ouvriers lyonnais, souvent des artisans indépendants, à domicile, se soient moins dressés contre la machine que contre les changements de règlement qu'elle entraînait, et qui les pliaient désormais aux diktats de l'industrie naissante. Des machines à leur main, des outils perfectionnés, après tout, ils en avaient, ils en fabriquaient, mais ils restaient leurs propres maîtres et celui de leurs machines. Ils n'en étaient pas les esclaves, ils n'étaient pas directement subordonnés aux patrons des fabriques ni soumis à la discipline de fabrique.

Cette résistance, sensible lors de multiples épisodes de la Révolution française, perdura longtemps au XIX^e siècle [...]. Cette conscience que l'on doit dire humaine – par opposition à l'inconscience machinale – a disparu de deux façons. Matériellement, avec les hommes qui la portaient. Intellectuellement, avec le marxisme et le léninisme qui éliminèrent du mouvement ouvrier les éléments de critique endogènes et autonomes, pour y substituer la dictature de leurs théories technocratiques³.

Comme le dit Staline, pas d'hommes, pas de problème. Les émeutes de Lyon, en 1744, se terminent par des pendaisons et des condamnations aux galères. De même le soulèvement luddite entraîne le vote d'une loi punissant de mort le bris de machines et nombre de luddites sont déportés en Australie.

Cette classe ouvrière, battue et rebattue lors de multiples et héroïques insurrections, durant 150 ans, décimée de ses chefs et meneurs, spécialement assassinés, s'est trouvée noyée par l'immigration paysanne de masse qui a fourni la nouvelle classe ouvrière de masse, sans métier, sans tradition, sans conscience. Les manœuvres, les OS, directement ajustables aux machines.

[Au regard de la résistance actuelle,] notre idée était de susciter des nuées d'enquêteurs autant que de fournir des moissons d'enquêtes. L'enquête critique se développe en enquête action au fur et à mesure de l'établissement des faits, de leur explication, de leur publication, de l'implication des individus qui en prennent connaissance. Elle permet d'élaborer des théories, toujours provisoires,

2. O. Serre, « Vaucanson ou le prototype de l'ingénieur », <www.piecesetmaindoeuvre.com>.

3. Cf. M. Blouin, « De la technocratie. 1 : Ludd contre Marx, 2 : Ludd contre Lénine », <www.piecesetmaindoeuvre.com>.

toujours à revoir en fonction de l'évolution incessante des faits rapportés par l'enquête perpétuelle. Par théorie, nous n'entendons pas prédiction, ni prescription, mais ce que les Grecs entendaient eux-mêmes : une suite, une vision ordonnée par opposition au bruit, au chaos du monde, produit par des myriades d'émetteurs. Et à la fin s'impose le bruit du plus gros, ou du plus grand nombre d'émetteurs.

Nos idées se sont vérifiées dans les faits. Notre enquête s'est développée en action, impliquant des individus et des groupes qui, jamais, « n'ont fait partie » de Pièces et main-d'œuvre, mais que nous avons croisés à certains moments, pour des objectifs précis et limités. Nous ne voulions pas être prisonniers d'un collectif, ni porter le fardeau d'un *comitas*. Cela répondait par ailleurs à un axiome antibureaucratique : ce n'est pas l'organisation qui agit, c'est l'action qui organise. [...]

L'attention critique que nous avons portée au Laboratoire grenoblois, à son activité, à son mode de fonctionnement (« la liaison recherche-industrie-pouvoirs publics »), à ses innovations, nous a parfois permis d'anticiper : sur la gestion informatique de tout et de tous, par exemple (puces RFID, biométrie), sur les nanotechnologies et technologies convergentes, les neurotechnologies, la biologie de synthèse, etc. Elle nous a permis d'alimenter des campagnes, de tenir des réunions publiques, d'organiser en 2006, contre l'inauguration du centre Minatec, une manifestation demeurée fameuse, de saboter en 2010 la campagne d'acceptabilité des nanotechnologies de la Commission nationale du débat public. Elle nous a permis d'attirer, sur le transhumanisme et le technototalitarisme, l'attention d'une frange de militants, de journalistes et d'universitaires – et surtout de nombre d'isolés qui se croyaient seuls à voir le monstre-machine. De même qu'un paléozoologue reconstitue l'anatomie, l'alimentation et le milieu d'un dinosaure à partir d'un os, nous avons pu, à partir de la technopole grenobloise, reconstituer le technocapitalisme mondialisé (le stade Silicon Valley du capitalisme), désigner et décrire au fil d'une quinzaine de livres et de centaines de textes, nombre de concepts et de phénomènes associés : la police totale (gestion et contention), la société de contrainte (implants cérébraux), la technocratie (l'alliage du capital et de l'expertise), la reproduction artificielle de l'humain, etc. Nous avons reçu un accueil mondain, la reconnaissance rechignée d'un étroit milieu d'initiés, et un échec politique ; les enquêteurs, les producteurs d'idées et les idées ne se sont pas multipliés à la vitesse nécessaire. La conscience du désastre traîne loin derrière l'emballage technologique. Nous-mêmes, qui y passons notre temps et nos efforts, nous peinons à saisir « ce qui se passe », « en temps réel ». Et encore plus à le dire, et à y répondre.

Certes, nous avons parlé avec beaucoup de gens. Nous avons suscité des écrits et des écrivains, mais finalement nous n'avons rencontré que ceux qui nous cherchaient. Ou plutôt qui cherchaient un accès à l'écriture, à la publication, etc. Des convaincus. Et si ce n'était PMO, ce sont d'autres qu'ils auraient trouvés.

Nous avons effroyablement sous-estimé les ravages de la « fabrique des crétiens » et de l'« enseignement de l'ignorance ». La destruction de l'école et de l'éducation depuis 68, afin de priver les enfants du peuple des moyens d'intelligence et d'expression claires, de leur situation. Pardon de notre naïveté, nous avons rencontré tant de diplômés, désireux de « nous aider », de « faire quelque chose »,

en proie à la panique et à la procrastination dès lors qu'on leur proposait, non pas d'écrire, mais de rédiger sur tel ou tel sujet qui leur tenait à cœur. Ils en étaient simplement incapables ; et aussi humiliés que les illettrés à qui l'on demande soudain de lire ou de remplir un document.

Nous avons également surestimé la volonté de penser de la basse intelligentsia ; associative ou politique, citoyenniste ou radicaliste. Celle-ci inverse la formule d'Ellul : elle pense local et agit global. [...] Elle ne fait que répéter, souvent de manière indigente, ce qui se dit de source autorisée – quelques auteurs, revues, médias, maisons d'édition, départements universitaires – et qui finit par percoler, via des conférences et des soirées-débats, jusque dans les cerveaux du café citoyen et du squat anarchiste. Outre le rôle de chambre d'échos, ces endroits remplissent une fonction paroissiale de sociabilité. On s'y retrouve entre soi pour se distraire ou se disputer devant un verre de vin bio et une quiche aux légumes. Ce qui n'est jamais dit, ni discuté, c'est l'existence réelle de ce centre idéologique, de ce parti fantôme qui tient lieu de parti officiel, mais dont le fonctionnement est encore plus opaque, oligarchique que celui du vieux parti, avec un recrutement par cooptation et une absence totale de règles et de contrôle de la direction par les dirigés.

[...] Il y a en fait un immense besoin inexprimé – et inexprimable – de prise en charge. Le bas clergé n'a jamais prétendu penser à la place des théologiens, ni demandé l'abolition du pape, des évêques, de l'Église. Mais simplement qu'on lui laisse jouer son rôle de truchement, de porte-parole du peuple et des fidèles auprès des princes, et d'enseignant de la parole divine auprès du peuple et des fidèles. Les sous-officiers et les contremaîtres n'ont jamais voulu l'abolition des stratèges, des ingénieurs, des généraux ni des patrons. Ils souhaitent tous, au contraire, de bons chefs et de bonnes têtes, compétents dans leurs fonctions et qui reconnaissent leur propre compétence spécifique de connaissance et d'encadrement de la foule ; leur expertise du terrain. Chacun sa mission. Tout le monde ne peut pas tout faire à la fois.

[...] Plus le territoire est vaste et la population nombreuse, plus s'exprime un besoin d'organisation publique pour prendre en charge ce qui dépasse les capacités et les compétences individuelles : la défense, les infrastructures. Et puis ce qui fut longtemps l'apanage de la gauche, les services publics : transports, santé, enseignement, sécurité ; le social. C'est que, contrairement aux intellectuels, « les gens » ont un vif souci, émouvant, du commun et de l'intérêt général. Ils se respectent. Ils se font une haute idée de leurs devoirs, de leurs missions, de leur conscience professionnelle – y compris quand leurs supérieurs négligent et sabotent. Lâchons le gros mot : ils ont de la morale.

Il est cruel de demander à des gens privés de moyens, de structures, de directions, de penser et d'agir par eux-mêmes, afin de pallier l'abandon dont ils sont victimes, sous couvert de lutte contre l'État, l'autoritarisme, « les appareils verticaux », etc. Si l'État manque à ses devoirs, surgissent des États dans l'État pour s'y substituer, mobilisant des particularismes réactionnaires et des méthodes encore plus autoritaires, afin de s'imposer.

[...] Notre action ne pouvait que susciter une réaction de force égale. Elle a vivement stimulé la sociologie des « controverses technoscientifiques », officines d'acceptabilité, agences de communication et budgets de tout ce petit personnel de sociologues, créatifs, etc. Elle a suscité un silence assourdissant, une surdité forcenée des partis et associations progressistes, y compris à Grenoble, malgré l'ampleur et la précision de notre enquête sur la technopole et nos multiples interpellations. Une force d'inertie fascinante, capable d'absorber n'importe quel choc, retranchée dans sa fausse conscience et sa routine abrutissante. Toutes sortes de facteurs s'imbriquent dans cette résistance passive : la misère intellectuelle, la mesquinerie de boutique, le calcul politicien et l'intérêt de classe. Après tout, le personnel politique et associatif de la technopole est lié idéologiquement et matériellement à la technocratie locale, quand il n'en est pas issu. Il parle donc d'autre chose : le Chiapas, la Palestine, les sans-papiers, les migrants, le Front national, etc. Du PS à certains anarchistes, en passant par le PC, le NPA, Les Alternatifs, Les Verts et compagnie, tous les techniciens de la gauche grenobloise rivalisent en bonnes recettes de gestion de STMicroelectronics. Le mieux que l'on puisse en espérer, ce sont de rarissimes embarras quant aux effets des causes qu'ils soutiennent, et des sortes de concours Lépine pour conserver les bonnes causes, tout en atténuant leurs mauvais effets.

Au fond, nous avons, comme Ellul, fait des choix ignobles par opposition aux choix tenus pour nobles par la militance et l'intelligentsia. Nous sommes partis d'en bas, des faits, du local et du phénomène technologique, réputé aride et apolitique ; alors que l'intellectuel de gauche part d'en haut, de la théorie, du global et de la politique, de la Grande Politique, voire de la géopolitique et singe les sommités du *Monde diplomatique*. Nul ne méprise davantage la province et le concret que l'intellectuel de province.

Il en fut de même de cette frange de la jeunesse, issue du mouvement anti-mondialisation (Seattle en 1999, Gênes en 2001), privée de mémoire, de culture et de tradition par la honteuse défaillance de La Génération (celle des soixante-huitartes)⁴ [...]. La plupart de ces jeunes radicalistes que nous avons croisés ne s'intéressaient pas plus au local et aux technologies que les vieux citoyennistes. Ils cherchaient surtout des thèmes d'activisme pour se mettre en valeur, [...] voire dans leur plus cher désir, de prétextes à une émeute réglementaire, avec cagoules, black bloc et bris de vitrines. Il nous incombait de fournir le discours, les faits, les arguments, les textes, justifiant ces envies d'esclandres. [...] Peu d'entre eux ont vraiment compris ce qu'étaient les nanotechnologies, les technologies convergentes, ni ce que signifiait l'emballage technologique. Nous étions pour eux, comme pour les gauchistes du NPA, une sorte de commission spécialisée, dans un domaine ésotérique et abscons. On ne s'y investit que lorsqu'on n'a rien de plus urgent ou de plus gratifiant à faire ; et on y fait appel quand on a besoin d'une explication ou d'un intervenant sur le sujet. Gauchistes et postgauchistes n'ont jamais admis que nous étions des généralistes de la politique et non pas des

4. Cf. H. Hamon et P. Rotman, *Génération*, 2 t., Seuil, Paris, 1987-1988.

spécialistes des technologies. Il aurait fallu d'abord comprendre que la technologie était devenue la politique de notre temps – la réelle politique du capital et de la technocratie – et non pas un simple moyen, susceptible de « dérives » et de « dysfonctionnements ».

[...] A-t-on jamais vu, malgré des décennies d'appels et de propagande, la France d'en bas défiler en masse contre les nuisances qui frappent davantage les quartiers populaires ? Le bruit, l'air et l'eau empoisonnés, la malbouffe, les pesticides, les engrais qui infectent et abrègent la vie. A-t-on jamais vu la jeunesse des cités ou la vieillesse des cantons se soucier de l'intérêt général et se joindre aux protestations contre le nucléaire, les chimères génétiques et l'artificialisation du territoire ? Pour toutes les critiques qu'on leur adresse, et qu'ils méritent, les petits-bourgeois « écolos » restent les seuls, et les derniers, à ne pas séparer leurs intérêts de l'intérêt commun, à faire preuve d'idéalisme et à se battre pour tous, en même temps que pour eux. Qu'ils gagnent et qu'ils s'y prennent bien pour rallier l'ensemble du peuple à la cause commune est une autre affaire. Mais pour en parler, il faut avoir tenté, une fois, d'éveiller un canton d'éleveurs de porcs ou les banlieusards d'une métropole à la critique radicale.

Demandez à n'importe quel ancien établi, maoïste ou marxiste-léniniste. Aux derniers prêtres ouvriers et curés des cités. Cela suppose d'y habiter. De se lier aux habitants. D'enquêter. De ne pas suivre les idées et les revendications aliénées, aussi populaires soient-elles. De ne pas émettre un langage et un programme tout fait, aussi justes soient-ils dans l'abstrait, mais étranges et incompréhensibles pour la population. De se plonger dans le milieu sans s'y perdre, mais sans heurter. Cela suppose d'écouter, d'observer, de comprendre – « l'analyse concrète de la situation concrète ». De synthétiser les griefs pour produire des idées radicales (et non pas extrémistes), dont les habitants puissent s'emparer, etc. L'expérience de l'établissement (« aller au peuple ») et de l'enquête de masse, depuis le XIX^e siècle, a accumulé là-dessus de multiples règles et leçons qu'on ne discutera pas ici. Mais si vous connaissez des volontaires, on ne demande qu'à leur en faire part.

Sans présager du futur, peut-on espérer voir se lever les populations superflues contre le capitalisme technologique et ses soutiens politiques ?

[Cette question est] de celles qui remplissent les bibliothèques de livres et les penseurs d'angoisse, depuis 1945. Votre formulation même reflète ce pessimisme. Un siècle plus tôt, vous auriez demandé : « Quelle forme prendra la révolution ? Comment soulever la classe ouvrière et ses alliés contre le capitalisme ? » C'est-à-dire : que faire ? Question à laquelle Lénine avait répondu en 1902, avec ses implacables pragmatisme et détermination, dans le livre programme du bolchevisme. Nous sommes loin d'avoir un pareil plan d'action à vous proposer, mais à défaut, voici quelques directions dont nous sommes sûrs, jusqu'à ce que les faits les contredisent.

Tout d'abord, on ne peut parler de « soulèvement des populations superflues contre le capitalisme technologique » sans préciser qui sont les superflus et à quelle échelle on envisage leur soulèvement. Nous avons désigné les superflus comme

des prolétaires ne servant plus à rien (même pas à fournir de la chair à servir), et des consommateurs n'ayant plus de quoi consommer. L'immense classe des sans-rien à la charge et à la merci de la technocratie planétaire.

Nous avons désigné l'infime classe technocratique comme l'alliage indissoluble du capital et de l'expertise dont le but est de régner sans fin, en concentrant et en accroissant sans cesse les moyens de sa puissance. Les technosciences lui offrent les moyens de cette puissance et de se passer du travail humain. La technocratie peut substituer la recherche de la puissance et de l'efficacité à celle du profit capitaliste, comme moteur de son développement, dans le cadre d'une organisation collective (ordre ou caste), limitée à ses rangs.

La question pendante reste celle du sort des superflus. Peuvent-ils retrouver une existence autonome, livrés à eux-mêmes dans les « zones grises » ? Vont-ils s'éteindre « naturellement » sous la combinaison de fléaux divers et d'une stérilité galopante ? Seront-ils exterminés, plus ou moins violemment, par la technocratie ?

Nous forçons le trait bien sûr. Beaucoup diront que nous versons dans la science-fiction catastrophiste. Mais il y aurait lieu de s'interroger sur l'existence et la croissance de ce courant prophétique, sur ce qu'il peut exprimer de conscience réelle de l'évolution historique. Si nous voulons sortir du sempiternel retard de la conscience sur le désastre, il faut cesser de passer de « on n'en est pas là » à « de toutes façons, c'est trop tard ».

Un éventuel soulèvement, quelle que soit sa forme, commencerait forcément quelque part, comme tous ceux qui l'ont précédé dans l'histoire du monde. Mais pour réussir, il doit s'étendre partout, au monde entier. C'était déjà l'avis des révolutionnaires de la Belle Époque que les bolcheviques outrepassèrent dès qu'ils eurent entrevu la possibilité de prendre le pouvoir. Malgré les acrobaties théoriques de Lénine, Trotski et compagnie, malgré leur volontarisme et le forçage des circonstances, il n'y eut pas, il ne pouvait y avoir, de « socialisme dans un seul pays ». Et encore moins de communisme. Déjà, l'immense Russie rouge ne pouvait vivre en autarcie, protégée des échanges commerciaux, des progrès technologiques, des conflits internationaux. Le « camp socialiste », lui-même, étendu de la Corée à l'Allemagne, ne put résister au dynamisme du capitalisme technologique. Il ne put en produire qu'une caricature toujours plus retardataire, où le bâton de la contrainte l'emportait sur la carotte de la consommation. Ce qui était vrai à l'époque de l'impérialisme et des colonies l'est plus encore à celle du capitalisme mondialisé et de la « gouvernance mondiale ». Il n'y aura pas plus de « jardin d'Éden » – au-delà des minuscules communautés et phalanstères déjà expérimentés depuis deux siècles – que de « socialisme en un seul pays ». Le capitalisme mondialisé par la technologie n'a aucune raison d'épargner des enclaves luddites qui seraient à la fois un gaspillage de ressources matérielles et un mauvais exemple politique. Les seuls paradis possibles sont les paradis fiscaux, les îles, les zones à riches et les cités artificielles que les entrepreneurs de la Silicon Valley projettent de construire *offshore*. C'est-à-dire des lieux hors de portée des superflus, redoutables et inattaquables, et d'où les technoploutocrates, invisibles et immortels, pourront gérer leurs affaires à distance, par liaisons électroniques.

Si ce monde est trop petit pour deux classes, pour la technocratie et les superflus, la première est concentrée; coordonnée; consciente d'elle-même. Elle jouit de la continuité de l'État, d'une unité de volonté, d'une immense supériorité économique, technologique et militaire. Les seconds sont faibles, dispersés et leur conscience ne va guère au-delà des péripéties de la vie pratique et quotidienne. Malgré les moyens de communication modernes, il n'y a pas encore d'unité de vue, d'intérêts, de pensée, entre les néoprolétaires d'Asie et d'Afrique, les paysans indiens, les superflus du Maghreb, d'Europe et des Amériques: tout au plus un début de connaissance de leurs intérêts et de leurs rapports mutuels. Et il faudra longtemps avant que cette connaissance ne produise une conscience commune. Or notre affaire n'est pas de renverser un gouvernement, ni un régime, mais une civilisation en voie d'intégration à l'échelle mondiale, qui est l'échelle contemporaine.

Les espérances d'un soulèvement des superflus [...] se heurtent également aux obstacles anciens que le mouvement ouvrier avait dû découvrir et apprendre à franchir – à essayer du moins. Et avant lui, les mouvements paysans et les révoltes serviles. L'obstacle de la dispersion et des discordes tout d'abord, entre individus et groupes dont les consciences spécifiques l'emportent sur la conscience unitaire et s'entrechoquent sans cesse. L'ennemi commun – la technocratie, le capitalisme technologique – est trop loin, trop abstrait («virtuel»), pour unifier les superflus contre lui, au-delà des plaintes contre «le système». Concrètement, au jour le jour, ce sont leurs proches, leurs voisins, leurs rivaux (ceux de l'autre rive), qui irritent les superflus et qu'ils haïssent. Ainsi, délinquants et oppresseurs de proximité «qui pourrissent la vie des gens» sont infiniment plus ressentis et haïs, malgré les sermons de la gauche, que les oppresseurs de l'État, du gouvernement et les délinquants en cols blancs, traders, spéculateurs et affairistes, qui n'apparaissent qu'à la télévision, quand bon le semble à leurs conseillers en communication.

La fin est dans les moyens. La direction d'un soulèvement – ses chefs – dépend de ses moyens subjectifs et objectifs. Employez la violence révolutionnaire, ce sont les violents et les experts en violence qui s'emparent du soulèvement. Employez le discours religieux, ou nationaliste, ou social et – pour peu qu'il prenne ou que le peuple en soit déjà imprégné –, les religieux, les nationalistes ou les socialistes (anarchistes, communistes, etc.), s'emparent du soulèvement. Mais, à quoi bon, pour nous, un printemps radical, s'il doit tourner à l'hiver sans fin et sanguinaire. Peut-on, dans l'hypothèse d'une sécession de masse – non-coopération, désobéissance civile – éviter la confrontation armée, la prise en tenailles entre les violences étatiques et extrémistes? L'armée et les groupes armés sont par définition des minorités agissantes, avant tout des jeunes hommes en bandes organisées, qui n'obéissent qu'à leurs chefs et ne respectent que les rapports de forces. Ils se moquent d'être minoritaires et méprisés. Ils peuvent ensanglanter le plus irréni- que des soulèvements et s'en emparer; forcer la population à suivre leur exemple et à choisir entre leurs fureurs jumelles. Peut-on, à l'échelle mondiale, éviter la mobilisation et susciter des myriades de libres penseurs, capables d'agir sans le support d'une structure autoritaire, ni le combustible d'une idéologie mystifiante? Le pronostic semble désespéré, mais l'instinct des superflus et le rôle des radicaux

sont de chercher sans cesse la minuscule issue de secours. Elle existe. Elle est là. Et quand on la voit, on ne voit plus qu'elle, tant elle paraît évidente.

Quant à la résistance aux nouvelles formes d'inhumanité, technologiques ou djihadistes, nous partageons l'avis de Rabelais, de Pascal et de Marx. Elles ne progressent pas du fait de leur force matérielle mais de notre faiblesse spirituelle, de ce dégoût de soi qui sape toute résistance vitale. Nous devons nous réhumaniser. Nous ne pouvons nous relever que de la pensée et du passé : non pas commencer une œuvre nouvelle, mais réaliser l'œuvre ancienne avec conscience. Nous devons, au rebours du malheur et des calamités, qui mettent à sac toute bonne littérature depuis que « nous sommes tous américains », restaurer les humanités et la connaissance des langues mères (les français anciens, langues d'oc et d'oïl, latin, grec, etc.) ; restaurer la transmission, qui est d'abord la transmission du rêve, de l'œuvre et de la mémoire de l'humanité. Or la conscience n'est rien d'autre que cette mémoire continue de soi, d'être et d'avoir été. Sans passé, pas d'avenir. C'est pourquoi les islamistes détruisent les idées du passé, sculptées dans la pierre de Bamyán, Mossoul et Palmyre, inscrites sur les parchemins de Tombouctou. C'est pourquoi les inquisiteurs, les nazis et les pompiers de *Fahrenheit 451* brûlent les livres, tandis que les résistants les apprennent par cœur. C'est pourquoi C. P. Snow, porte-parole de la technocratie triomphante, appelle à l'oubli et à l'inhumation de la culture et des humanités, au profit d'un savoir-faire efficace et absurde, n'ayant d'autre fin que son propre fonctionnement circulaire.

[...] Il ne suffit pas de protester contre la destruction de l'école, de la langue, de la pensée, de la culture, de la mémoire, ni de se réfugier, chacun pour soi, dans la lecture. Il s'agit de créer un réseau de maisons vouées à la conservation et à la transmission de l'œuvre ancienne de l'humanité. Il faut de la pierre : des bâtiments, des librairies, des salles d'étude. Il faut des programmes, des maîtres, des élèves et de l'argent.

Il n'a jamais suffi de la réunion mensuelle du « café citoyen » ou du « lieu alternatif », avec son film-débat ou son conférencier en tournée.

Il faut, partout, des centres de recherches sauvages qui analysent constamment, concrètement, la situation et lâchent des essais d'enquêteurs dans toutes les situations concrètes.

Il faut sauver tout ce qui peut l'être. Il faut des jardins, des vergers, des potagers ; des semences paysannes et des arches animales. Il faut des ateliers où réapprendre les techniques vernaculaires et autonomes, par opposition aux systèmes technologiques et autoritaires. Il faut donc tout ce qui se fait déjà, depuis des années, de manière éparse et multiple, et qui nourrit ce fond de conscience humaine et vitale, hostile à la mort machine. Mais il le faut de façon beaucoup mieux pensée, beaucoup plus dense et rayonnante. Beaucoup plus sérieuse.

Il s'agit en somme d'instituer une véritable éducation populaire, du meilleur niveau et pour le plus grand nombre. D'ouvrir des écoles partout.

Les résistances n'ont attendu personne pour se donner leurs propres formes, individuelles, collectives, passives, actives, spontanées, réfléchies. Elles couvrent l'éventail qui va de la dissidence intérieure et à la mauvaise volonté (« Je préférerais ne pas... »), à la défiance déclarée (« Je suis contre... ») ou « Je n'achète pas de

conserves industrielles) ; de la sécession individuelle (« Je pars faire du miel en Ardèche ») à l'opposition active (« Tous à Malville ! », « Tous à Notre-Dame-des-Landes ! ») ; de la pétition à la sédition (émeutes, sabotages), des actions éclairs à celles de longue durée (occupation). Toutes sont utiles, voire nécessaires ; aucune n'est suffisante, ni même leur ensemble. Cependant, chacun des résistants « fait ce qu'il peut », et même « tout ce qu'il peut », « c'est mieux que rien ». On nous pose souvent la question redoutable de « ce qu'il faut faire » ou de « ce qu'il faudrait faire ». Si nous avons l'imprudence de répondre (l'enquête critique, etc.), les résistants lèvent les bras au ciel et soupirent, « vous, ce n'est pas pareil », « vous êtes jeunes », « vous êtes nombreux », « vous avez du temps », « des moyens » ; réactions toutes plus flatteuses mais toutes plus fausses les unes que les autres, hélas. Ce que les résistants attendent, c'est un tour de magie qui ne leur demande rien de plus que « tout ce qu'ils font déjà », un simple vœu ; un acte d'opinion. « Ils font partie », « ils soutiennent »... [...]

Cependant, cette attente apocalyptique qui se coule dans le moule culturel et religieux de nombreux peuples, façonne une mentalité anxieuse et désespérée. Elle sature l'esprit du temps et tourmente, de façon latente, celui des superflus. Ainsi s'accumule un fond de désespoir et d'abattement, telle une nappe de naphte, prête à nourrir des feux spontanés, lorsqu'elle affleure la surface, ou à s'embraser en incendie gigantesque, à la suite d'un accident de forage. Aussi attendu soit-il, l'événement, sur le vif, surprend et stupéfie. Après coup, assez vite, les commentateurs rappellent qu'on s'y attendait, que « ça ne pouvait pas durer » ; même si, en fait, « ça durait » depuis si longtemps qu'on ne voyait pas pourquoi « ça » ne pourrait pas durer aussi longtemps – et même toujours –, quoiqu'on s'interdit de le dire par piété révolutionnaire. Ainsi vont les catastrophes dont la théorie n'est plus à faire. Soit la catastrophe provoque la révolution, soit la révolution prévient la catastrophe.

Les radicaux ne choisissent pas les circonstances, ni leurs contemporains. Ils ne choisissent pas les difficultés qu'ils ont à résoudre. Elles sont données. S'ils y échouent, ce n'est pas la faute des difficultés, mais la leur. Si les superflus ne s'emparent pas de leurs idées, c'est qu'elles sont mal formées, c'est-à-dire mal fondées. Et si elles sont mal fondées, c'est que nous n'avons pas assez enquêté. Que nous n'avons pas identifié les obstacles, ni les moyens de les franchir. Ainsi, selon une idée commune chez les superflus, « les écolos » défendent la nature au détriment des hommes. Les arbres, les tritons, les paysages, au détriment des ouvriers, des exploitants agricoles et des commerçants ; de l'économie et de l'emploi. Ils y voient une sensibilité esthétique de citoyens parasites (« assistés ») ou privilégiés. Le parti technocratique, gauche et droite confondues, stimule cette opinion afin de maintenir son emprise sur les masses et leur soutien à ses projets. Il aurait fallu dès le début se donner le nom, c'est-à-dire le drapeau, qui nous désignait vraiment et qui était propre à rallier le peuple. Les amis de la nature sont d'abord les amis de l'homme, et c'est parce qu'ils défendent celui-ci, qu'ils défendent celle-là. Nous sommes le vrai parti de l'homme. C'est nous qui défendons les peuples autochtones contre la destruction de leurs milieux, eaux et forêts, par le progrès technologique. C'est nous qui défendons les paysans du monde contre la destruction

de leurs campagnes. C'est nous qui défendons les ouvriers des usines et les habitants des mégapoles contre les nuisances mortifères. Partout et toujours, depuis la révolution industrielle, c'est nous, les esthètes romantiques et les théoriciens radicaux, qui défendons les conditions de vie des hommes ; leur liberté ; leur possibilité, non seulement formelle, mais réelle, de subvenir à leurs besoins par eux-mêmes, sans dépendre d'un patron, d'un propriétaire, ni d'un dirigeant.

Si nous sommes le vrai parti de l'homme, nous devons le dire aux hommes et reprendre le nom et le drapeau volés par les partis communistes, socialistes, etc. Nous devons leur dire que leur vie est liée à celle de la nature, et qu'ils meurent quand elle meurt. Que le parti technocratique n'a rien à leur offrir qu'une survie artificielle et machinale, à la merci de ses besoins et de ses systèmes. Et nous devons le dire avec respect, c'est-à-dire hautement et simplement. Le peuple déteste qu'on le méprise et qu'on lui parle mal sous prétexte de « se mettre à sa portée », comme il déteste qu'on use de la novlangue technocratique pour l'impressionner.

Et si nous devons perdre, perdons au moins sous notre nom et nos couleurs ; et en tenant notre discours. Nous (Pièces et main-d'œuvre), ne tenons pas plus que ça à nous identifier et à être réduits à une étiquette – à un prédicat comme disent les ânes savants. Nous nous sommes dits « simples citoyens » par opposition aux technocrates et aux radicalistes, aux extrémistes libertaires, plus proches en effet des libéraux et des libertariens que de la critique radicale. Nous avons encore régressé en revendiquant notre qualité d'« animaux politiques » suivant la définition d'Aristote, au moment où transhumanistes, postféministes, cyberféministes et théoriciens *queer* nous expliquaient conjointement : 1) qu'il n'y avait pas de nature, 2) que, d'ailleurs, « la nature, c'est fasciste » (Clémentine Autain), 3) que nous étions voués à devenir des cyborgs ou les « chimpanzés du futur ».

Naturellement, nous nous sommes ralliés aux chimpanzés. Nous aurions pu dire « anarchistes conservateurs », comme Orwell. Nous acceptons provisoirement le terme « luddite », que peu de gens revendiquent, comme synonyme d'esprit libre et critique. Il nous va tant qu'il n'est pas galvaudé, même si, pas un instant, nous ne mettons nos activités à la même hauteur que celle des briseurs de machines anglais ; si dénigrés, si méprisés par la gauche progressiste.

[...]

Il faut pour agir un but et des moyens. Quant au but, nous reprenons notre bien : l'usage partagé des biens communs (de ce qu'il en reste), qui était l'exigence des vrais socialistes et anarchistes du jeune XIX^e siècle.

L'usage prudent, frugal, des biens communs, qui était celle des vrais « écologistes » du jeune XX^e siècle (Ellul, Charbonneau et compagnie) ; le contrôle des naissances revendiqué par Armand Robin et les anarchistes des années 1920 (les « néomalthusiens ») ; la décroissance qui est, en ce début de XXI^e siècle, l'autre nom, le « nom obus », du combat contre la société de consommation engagé par les contestataires des années 1960 (situs, beatnicks, hippies, etc.) ; tous ces buts et ces moyens participent de cet épicurisme, de cet art choisi et délicat de la vie sur Terre, dont le monde porte depuis longtemps le rêve. N'en déplaise aux pieux natalistes, il ne suffit pas de réduire la consommation ostentatoire de quelques-

uns pour préserver notre jardin, il faut aussi réduire le nombre des consommateurs. Aussi viable que serait une fourmilière humaine, elle n'en serait pas pour autant vivable, ni enviable. Nous sommes des animaux politiques et non pas des insectes sociaux.

Avec cette idée, et seulement avec cette idée d'un art de vivre sur Terre – le rêve, en fait, de l'âge d'or et du jardin d'Éden que le monde porte en lui depuis qu'il rêve – pouvons-nous l'appeler à réaliser consciemment son œuvre ancienne. Jamais, d'ailleurs, ce rêve ne l'a autant hanté, comme l'endroit positif et poignant de l'envers réel et négatif. Cette seule idée – leur idée – est la force d'attraction la plus puissante pour soulever les superflus. Nécessaire, mais non suffisante. Quant aux chances de les voir tenter ou réussir un tel soulèvement, elles existent par définition tant qu'il y a de l'histoire. Au-delà, il y a trop de facteurs et d'interactions pour asséner des certitudes, sauf à jouer les dévots et les devins de « l'insurrection-qui-vient ».

[Notre époque est marquée par la] course de vitesse entre le désastre et la conscience du désastre. Autrement dit, le soulèvement est déjà en cours. Il suit la catastrophe comme son ombre, mais il ne fait que la suivre et rien ne dit qu'il atteindra ce seuil critique, ce point de bascule où surgit l'événement, la Catastrophe au sens courant. Nous avons également noté quelques signes de ce soulèvement des consciences (dépressions, dissidences intérieures, passives, sécessions actives, collectives, etc.), et certains moyens de l'accroître, de saturer le monde de l'attente consciente de son rêve immémorial. Son « horizon eschatologique » en termes religieux. Peut-on, au-delà, proposer aux superflus et aux résistants des tactiques de lutte, comme l'ancien mouvement ouvrier en avait inventé durant son histoire ?

En fait, nous pouvons toutes les transposer – grèves, sabotages, occupations, blocages, boycottages – de l'usine à la vie quotidienne, en sachant qu'aucune ne constitue l'arme absolue (aujourd'hui comme hier), et que toutes peuvent être récupérées et retournées par la technocratie.

Il est ainsi possible pour les radicaux de se lier aux superflus en faisant une propagande intense et constante aux entrées des grandes surfaces, aux sorties des gares, aux arrêts de bus, etc., partout où ils passent et consomment en masse des produits et des services, afin de les informer concrètement des vices de ces marchandises, les inciter au boycottage, leur proposer des alternatives d'achat, et surtout, des alternatives à la consommation. Ces boycottages peuvent cibler d'abord certains produits particulièrement nocifs, socialement et sanitaires, faciles à éviter, et s'étendre ensuite. Le refus d'achat est beaucoup plus facile que le refus de travail : on ne perd pas d'argent, on en gagne. À moins de restaurer la vente forcée, comme celle du sel sous l'Ancien Régime (la gabelle), on ne peut obliger les clients à acheter. Les partisans de la décroissance, ennemis de la « consommation patriotique » et saboteurs du « moral des ménages », devraient répandre cette tactique, au lieu de la confiner de manière anecdotique et symbolique à leur seul usage. Mais il faut oser parler et apprendre à parler aux superflus. Leur parler en vrai, de vive voix dans le monde réel, et non pas seulement par le biais d'Internet et de publications internes aux milieux « écolos ». Nous pouvons par ce moyen

mettre des entreprises à genoux. Nous pourrions, à titre de mythe radical, lancer l'idée d'une grève générale des achats, réminiscence de la grève générale du travail. En fait, les clients qui agissent avec leur porte-monnaie – en le gardant bien fermé – dérangent davantage le système depuis quelques années, que les grèves de transports qui enragent surtout les voyageurs. Ni les prix, ni les salaires, ni la croissance, ne bougent beaucoup. Le taux de profit tend vers son étiage ; les profiteurs se dédommagent sur le dos des contribuables (subventions, abattements fiscaux), et sur celui des citoyens (coupes des dépenses sociales). L'État du bien-être s'en remet aux groupes d'entraide, aux associations humanitaires et charitables pour remplir ses missions. C'est une membrane qui sépare les initiatives d'autogestion alternative, de l'exploitation par l'État du sentiment de fraternité.

De même qu'autour de l'usine en grève pouvait se développer une « société autogérée », piquets de grèves, fêtes, approvisionnements, occupation et production « sauvage », préfigurant « le monde à venir », le boycottage peut mener à la grève des achats et celle-ci à la mise en place d'autres circuits, et de proche en proche à l'instauration d'une économie parallèle gérée par des conseils populaires. Sourdement, c'est à quoi tendent les AMAP, les SEL, les ZAD, etc., quels que soient leurs défauts par ailleurs.

[...] Nous l'avons dit maintes fois, nous n'avons pas de « projet » au sens des programmes et théories des vieilles avant-gardes surplombantes, nous n'avons que des rejets. Nous proposons d'agir par soustraction, d'examiner collectivement, une à une, toutes les activités économiques suivant leur utilité ou leur nocivité, et de décider de leur maintien ou de leur abolition. À titre d'échantillons, nous pourrions examiner le sort de l'industrie publicitaire, de la grande distribution, de l'agrochimie, de l'industrie nucléaire, de la spéculation financière, des médias de masse, etc. Et ainsi, pièce par pièce, en démanteler des pans entiers. Ce qui resterait de ce passage au crible ne serait nullement la société socialiste ou communiste des traités marxistes, mais un pis-aller. Un capitalisme rabougri, ramené des décennies en arrière, et laissant à la société le loisir de débattre au fond, consciemment, de ses formes d'organisation. Ce serait un peu d'air.

Les modalités de ces examens et l'application de leurs verdicts impliquent le plus haut degré de conscience des individus et d'accord social. C'est dans la conscience de chacun et l'accord du plus grand nombre que réside notre force, et non pas dans la mobilisation sous la direction ouverte ou occulte d'un quartier général, type parti-pas-si-imaginaire-que-cela. Nous n'avons cessé de dire, des luddites partout, plutôt qu'un parti luddite. Mieux vaut l'État que nous connaissons, que celui que nous ne connaissons pas. D'autant que les rapports de la société et de l'État ne sont pas de pur conflit. La société est dans l'État, comme l'État est dans la société. Ils se mêlent et se modèlent mutuellement de mille manières, par des myriades d'échanges quotidiens et les multiples individus à l'intersection de l'un et de l'autre. Il ne manque pas, aujourd'hui même, de fonctionnaires partisans d'un certain dépérissement de l'État – et qui joignent par leurs démissions, le geste à la parole ; ni d'individus voyant dans l'État l'instrument de la volonté générale, à épurer des intérêts particuliers, ceux des factions idéologiques et des groupes capitalistes.

La plupart des citoyens, ni plus naïfs ou mystifiés que les ennemis de l'État, ne se résignent pas à une quelconque sujétion envers celui-ci. Ils reconnaissent plutôt que cet « appareil » – ce « char », ce « navire » – est le lieu d'un perpétuel conflit entre les forts et les faibles, dont il convient de chasser les méchants et les fripons, d'occuper les postes de commande et notamment le « gouvernail », afin de le piloter au mieux des intérêts du plus grand nombre et d'empêcher l'emballement de la machine. C'est-à-dire son autonomie vis-vis des passagers et de l'équipage. Ils se résignent en somme à une démocratie imparfaite, toujours à conquérir, sachant bien que nulle constitution ni système social ne leur garantiront le repos civique. Mais « il faut choisir, être libres ou se reposer » (Thucydide). Quant aux « rapports de domination », tant que les hommes font leur histoire et ne sont pas fabriqués industriellement à l'identique, ils renaissent constamment avec eux. L'accomplissement de la démocratie littérale – le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple –, exempte de toute domination, relève du mythe et du rocher de Sisyphe. Imaginons Sisyphe heureux et roulons notre rocher.

Les plus raides et lucides des anarchistes [...] reconnaissent avec tristesse et colère que le complexe technoscientifique a réussi sa prise d'otages, en nous infligeant à perpétuité, le dépôt, le traitement et la garde de ses ordures radioactives : soit l'appareil administratif, scientifique et militaire qu'on désigne par le nom d'« État ». Mais si l'on veut lui donner un autre nom pour sauver la face, rien n'empêche de se payer de mots en distinguant lard et cochon. La mort saisit le vif. L'industrie nucléaire n'est que le passif le plus lourd de l'héritage technoscientifique que nous ne sommes plus libres de refuser. Il comprend, outre nos cinquante-huit réacteurs à démanteler, l'hydre immense et hideuse d'usines chimiques, métallurgiques, etc., les filets de distribution des fluides (eau, gaz, pétrole, électricité), toute l'organisation industrielle et technologique qui tient nos sociétés, et qu'on ne peut simplement détruire ou ignorer, sous peine de chaos meurtrier. L'An 01, ce serait plutôt le Siècle 01.

Un avantage de cette idée de « déconstruction », sommairement griffonnée, c'est qu'elle ne sort pas de la tête d'un utopiste, développant son système en chambre pour l'appliquer ensuite, bon gré mal gré, à la société qui n'en veut pas plus que d'une camisole de force. Elle lève plutôt de cette même société qui exprime avec impatience, son aspiration à s'occuper de ses propres affaires. Son inconvénient, c'est la facilité avec laquelle la technocratie peut la retourner. On sait comment l'aspiration des ouvriers à l'autonomie, leur dégoût du taylorisme et du travail en miettes (Georges Friedmann) a servi l'instauration des cercles de qualité et l'intériorisation des contraintes de production. On voit déjà comment l'aspiration des superflus à l'autonomie, leur dégoût du bureaucratisme public et privé, les rabattent en masse vers « l'auto-entreprenariat » et l'économie « ubérisée » des plateformes d'Internet, avec intériorisation des normes d'évaluation, notation, etc.

La technocratie pourrait ainsi lâcher du lest dans les services qu'elle n'a plus l'intention de financer, en laissant aux superflus le soin de gérer leur pénurie, sous couvert de démocratisation et de « participation citoyenne », voire d'« auto-gestion ». S'il est un point sur lequel les libertariens volent au-devant des post-anarchistes libertaires, c'est bien celui du moins d'État possible, au profit de

l'auto-organisation spontanée de la société, au gré des désirs et besoins. Leur idée de la société, c'est celle d'un agglomérat multicellulaire, en perpétuelle mutation immanente, au flux des pulsions qui le traversent. Il ne faut pas dire « corps social » ni « organisme » parce qu'ils ont appris que c'était une « métaphore réactionnaire » (naturaliste, essentialiste), induisant la domination transcendante du chef (*caput*, la tête). La pulsion, oui ; le surmoi, non. Et de fait, ils forment la conjuration des écervelés et des décérébrés.

[...] Il n'y aura pas plus de retour des temps mérovingiens et carolingiens que des ours et des bisons. La destruction des conditions matérielles et sociales de ce demi-millénaire entre les grandes invasions et le couronnement de Hugues Capet nous coupe toute retraite. Futuristes, nous le sommes tous de gré ou de force, par cela même qu'il nous faut à chaque instant affronter ce futur.

On sait que les révolutionnaires de 1789 qui projetèrent la France et l'Europe dans le plus gigantesque bond en avant de l'histoire moderne, pensaient à l'antique, en style romain et spartiate. C'est chez les Anciens qu'ils allaient chercher nombre de leurs idées et de leurs modèles. L'analogie est trop frappante entre l'époque de l'effondrement de l'Empire romain et la nôtre, avec ce spectre de la civilisation à venir (chrétienne) émergeant des ruines et ces « migrations des peuples » submergeant les Gaules, pour que toutes sortes de gens ne retrouvent pas, consciemment ou inconsciemment, les leçons de leurs manuels d'histoire : désordre et insécurité générale, exode et dépeuplement urbain, regroupement autour des villas rurales et des domaines, restructuration administrative autour des évêques et de l'Église, conservation des savoir-faire et de la culture dans les moutiers. Le dernier bison fut abattu dans les Vosges au temps de Charlemagne, mais pour se partager l'Empire, ses fils employaient un français primitif et les historiens parlent – déjà – d'une « renaissance carolingienne ».

Nous ne savons rien de la civilisation qui tente de naître des décombres de notre temps. De ces paroxysmes de puissance et de décadence entremêlés. Nous n'en connaissons que les écritures, rouges, vertes, noires, qui annoncent sa venue et la programment. Mais comparez les textes du Nouveau Testament et des pères de l'Église avec la chrétienté historique. Voyez comme le projet d'une société douce, pacifique, frugale, égalitaire, en attendant le retour du Christ et le Jugement dernier, fut, malgré de merveilleux élans, retourné en son contraire par l'organisation ecclésiastique et aristocratique, « les puissances de ce monde ». Voyez comment le rêve chrétien aboutit à une réalisation antichrétienne. Aussi est-ce au nom de ce rêve chrétien, trahi par les puissants, que se levèrent tant de mouvements millénaristes, de pauvres et de paysans. Tous éphémères et atrocement taillés en pièces par les seigneurs. Mais nous n'avons pas d'autre rêve, ni de meilleure idée à proposer, que ceux du passé et du monde ancien. Quant à l'œuvre, elle reste à accomplir.